



HAL
open science

**Hautes Vallées Alpines au risque de leur
“ré-enclavement”. Une analyse à partir des témoignages
des acteurs de l’animation sociale et culturelle du
Guillestrois-Queyras**

Cécilia Claeys, Aurélie Arnaud

► **To cite this version:**

Cécilia Claeys, Aurélie Arnaud. Hautes Vallées Alpines au risque de leur “ré-enclavement”. Une analyse à partir des témoignages des acteurs de l’animation sociale et culturelle du Guillestrois-Queyras. *Senso e prospettiva del lavoro di comunità*, 2019. hal-02473034

HAL Id: hal-02473034

<https://hal.science/hal-02473034>

Submitted on 10 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Traduction Française de:

Claeys et al. 2019, Le Alte Valli Alpine e il rischio di ritorno all'isolamento. Un'analisi basata sulle testimonianze degli attori dell'animazione sociale e culturale del Guillestrois-Queyras, in Federico Zamengo (dir), Senso e prospettive del lavoro di comunità. Sguardi interdisciplinari attraverso le voci del territorio, Milano, FrancoAngeli, pp. 137-162.

Vers Italienne ci-dessous

Hautes Vallées Alpines au risque de leur “ré-enclavement”. Une analyse à partir des témoignages des acteurs de l'animation sociale et culturelle du Guillestrois-Queyras

Claeys Cécilia, Aslett Mathilde, Conilh Océane, Frayez Téo, Gilbert Paul et Aurélie Arnaud¹

Introduction

La «*vulnérabilité des territoires de montagne* » est devenue un lieu commun dans les discours politiques, médiatiques, mais aussi scientifiques. Ces discours contemporains sur la vulnérabilité de la montagne et la fragilité de ses gens sont traversés par plusieurs paradoxes dont la genèse remonte au XIX^{ème} siècle, au moins, donnant à voir l'évolution des rapports entre urbanité et ruralité. Ces discours d'hier et d'aujourd'hui sur la “vulnérabilité

¹ Ce travail n'aurait pas pu aboutir sans le soutien du projet alcotra #Com.viso. Un grand merci aux acteurs du territoire qui nous ont accordé de leur temps dans le cadre de l'enquête de terrain. Merci à Brigitte Talon, écologue et co-responsable du Master Gestion Durable des Territoires de Montagne (GDTM) pour avoir initié et accompagné cette collaboration. Merci à Marie-Christine Monsou pour sa participation à l'encadrement des étudiants du Master GDTM qui ont réalisé les enquêtes de terrain. Traduction du Français vers l'Italien par Sylvia Grosso. Merci au LPED pour son soutien financier concernant la traduction de ce chapitre

des territoires de montagne” s’inscrivent dans un processus de “*mise en risque*” ou de “*fabrique des risques*” (Lagadec, 1981, Gilbert, 2003). Ces notions ne nient pas la réalité matérielle des risques, mais visent à souligner les processus sociopolitiques qui amènent à une époque donnée à considérer une question comme problématique et cette problématique comme relevant ou non du registre des risques (Gilbert, 2003). La “*fabrique des risques*” donne à voir des problématisations en concurrence dont l’issue en faveur de l’une ou de l’autre contribue à refaçonner les territoires (Rudaz 2009).

Ce chapitre propose d’analyser les politiques de “*désenclavement*” des Hautes vallées des Alpes du sud de la France comme un processus de “*fabrique des risques*”. Pour ce faire, il s’appuie sur une revue de la littérature, ainsi que sur une enquête qualitative réalisée auprès de professionnels et de bénévoles du Guillestrois-Queyras dont les missions d’animation territoriale se trouvent à l’interface entre deux facettes des risques: les publics fragiles et les territoires vulnérables.

Le questionnement qui guide cette réflexion est le suivant: Dans quelle mesure les politiques de “*désenclavement*” du Guillestrois-Queyras tendraient-elles à aggraver les vulnérabilités des communautés (néo)montagnardes, induisant *in fine* des processus de “*ré-enclavement*”?

Trois hypothèses sont ici mises à l’épreuve de la littérature et de nos matériaux empiriques: 1. Les actuelles politiques publiques de désenclavement tendraient à accroître la vulnérabilité de certains territoires au profit d’autres, induisant des situations d’inégalités socio-spatiales. 2. Les nouvelles politiques de restructuration des territoires de montagne mettraient à l’épreuve la “*création compensatrice*”² ravivée par les *neomontanari*. 3. Ce processus de réenclavement peut être exacerbé ou au contraire nuancé par des situations de cumul ou inversement de compensation entre les trajectoires de vulnérabilité et de fragilité des communautés montagnardes.

Après une présentation du cadre conceptuel et des matériaux empiriques, les résultats seront présentés en trois parties correspondant à chacune de nos hypothèses. 1. La fabrication du désenclavement comme problème public : spécificités et résistances alpines. 2. La “*création compensatrice*” (néo)montagnarde à l’épreuve des recompositions territoriales. 3. La (re)mise en risque des (néo)montagnards : trajectoires de vulnérabilités et/ou de fragilités.

² L’expression est de Françoise Cognard (2012).

Cadre conceptuel

A partir des années 1960/70, le déclin démographique des agriculteurs d'un côté et de l'autre l'arrivée dans les espaces ruraux de populations urbaines mettent un terme à la quasi-synonymie millénaire entre monde agricole et ruralité. Ce changement sans précédent a suscité une profusion lexicale pour tenter de le nommer: *néo-ruraux*, *rurbains*, *naturbains* et plus spécifiquement pour les territoires qui nous intéressent ici *néomontagnards* (Bauer & Roux, 1976 ; Leger & Hervieu 1985 ; Viazzo et Zanini, 2014 ; Turquin, 2016). Par-delà la diversité interne à ces catégories, elles désignent toutes des processus de "*migration d'agrément*" (Moss, 2006), dont les motivations sont principalement qualitatives : "*rejet des conditions de vie urbaines, remise en cause de la place du travail, valorisation accrue de l'environnement naturel, de la culture, des loisirs, du bien-être*" (Cognard, 2012). Ces changements démographiques contribuent à une redéfinition du rapport aux territoires, aux "*modes d'habiter*"³, ainsi qu'au rapport à l'environnement et aux risques (Barthes, 2008; Martin et al. 2012, Hewitt & Mehta, 2012; Naaim-Bouvet & Richard, 2015).

La notion de vulnérabilité s'inscrit dans le triptype "*Risque = Aléa*Vulnérabilité*". L'aléa est défini comme la probabilité que survienne un évènement (inondation, avalanche, guerre, crise économique...) et la vulnérabilité comme l'ensemble des facteurs matériels et immatériels induisant l'exposition des individus et des biens à la survenue d'un tel évènement (d'Ercole, 1994; Peretti-Watel, 2010). La vulnérabilité d'une personne ou d'une communauté n'est pas figée. Elle peut évoluer dans le temps, relevant dès lors de "*trajectoires de vulnérabilité*" (Magnan et al. 2012). L'assertion selon laquelle "avant les sociétés montagnardes savaient vivre avec le risque" est devenue au cours de ces dernières années un leitmotiv. Elle part d'un constat largement vérifié concernant la capacité des sociétés montagnardes à adapter avec ingéniosité leurs structures sociales, culturelles, économiques et architecturales aux spécificités de leurs territoires particulièrement soumis aux aléas naturels (Granet-Abisset, 2009; Hewitt & Mehta, 2012; Blanchard 2014). Mais cette assertion tend à oublier que les montagnards ont aussi souvent payé de leurs biens et de leurs vies cette cohabitation avec les forces de la nature. A ce titre, les sociétés

³ A la suite de Nicole Mathieu (2016), le concept de mode d'habiter est ici mobilisé « pour permettre d'appréhender l'ensemble des relations qui s'établissent entre ces deux pôles généralement pensés séparément : les lieux et les milieux, d'une part, les individus et les "gens", de l'autre ».

montagnardes vivaient bien plus malgré les aléas, qu'avec eux. Il convient de ce fait de ne pas idéaliser ni surestimer une *“culture du risque”* d'antan dont les sociétés contemporaines seraient totalement dépourvues. C'est pour cela qu'est ici proposée une lecture en termes de *“trajectoires de vulnérabilité”*.

La fragilité pour sa part serait *“assimilable à un état de la personne qui serait, pour de multiples raisons, diminuée et avec une moindre capacité à répondre à une “agression” aussi bien interne qu'externe”* (Personne & Vercauteren, 2009). Cette fragilité est interne à l'individu, inscrite dans son corps et son esprit. La notion de fragilité est principalement utilisée dans le domaine de la santé publique et du travail social. Elle peut néanmoins être mise en dialogue avec une notion qu'elle inclut, mais qui la dépasse aussi, celle de *«capabilities»* (Sen, 1979). Suivant la voie ouverte par Jacqueline Candau et Anne Gassiat (2019), nous retiendrons ici l'approche *“socialisée”* des *“capabilities”* développée par Delphine Corteel et Bénédicte Zimmermann (2007) qui les définissent comme *“une latitude de choix individuel, des opportunités réelles, leur conversion en réalisations effectives, un pouvoir d'agir soutenu par des supports collectifs, et enfin la possibilité pour les [individus] d'exprimer leurs préférences et de les faire valoir”*.

La notion de fragilité est proche de celle de vulnérabilité sans en être synonyme. Une personne ne répondant pas aux caractéristiques de la fragilité peut tout à fait être vulnérable, en tant qu'elle adopte des modes de vie l'exposant par exemple aux avalanches (e.g. pratique du ski de randonnée) ou aux crues (e.g. en habitant en zone inondable). Dans le cadre de ce chapitre nous proposons la notion de *“trajectoire de fragilité”* pour souligner que la fragilité est un état qui peut évoluer dans le temps. Cette notion de *“trajectoire de fragilité”* fait écho à celle de *“trajectoire de vulnérabilité”* proposée par Magnan et al. (2012). Il s'agira de saisir les processus de cumul ou bien de compensation entre ces deux registres de trajectoires. La littérature a largement rapporté la récurrence de situations de cumul entre les différentes formes de vulnérabilités sociales, culturelles, économiques, environnementales. Lorsque ce cumul associe vulnérabilités sociales et environnementales, il induit des situations d'inégalités environnementales (Deldrève, 2015; Claeys et al. 2017a). Dans le cadre de ce chapitre, il s'agira aussi d'observer les effets de cumul ou non entre vulnérabilité et fragilité, à partir d'une problématique spécifique, celle de l'enclavement des territoires de montagne.

L'enclavement est défini comme “*un contraire de l'ubiquité*”, une configuration rendant les distances difficilement franchissables (Lévy, 2003). Ces distances peuvent être matérielles (spatiales, temporelles, organisationnelles) et/ou symboliques (politiques, culturelles, sociales, cognitives) (Lechartier, 2005 ; Yesguer, 2009). Il convient de distinguer l'accessibilité physique et l'accessibilité sociale. Ferreira et Batey (2007) proposent pour ce faire d'utiliser les notions “*d'accessibilité des lieux*” et “*d'accessibilité des personnes*”. De ce point de vue, l'enclavement relève d'une forme spécifique d'inégalités sociospatiales et environnementales.

Terrain d'étude et méthodologie

L'analyse proposée dans ce chapitre s'appuie sur une revue de la littérature en sciences humaines et sociales, sur une analyse de textes de loi et de cadrages politiques, ainsi que sur une enquête de terrain associant entretiens semi-directifs, observations participatives et directes.

Le corpus de données de terrain regroupe 15 entretiens semi-directifs et l'observation de deux réunions. Les entretiens ont été réalisés en novembre 2018 auprès de 10 salariés ou bénévoles d'associations impliquées dans l'animation sociale et culturelles et de 5 salariés de leurs principales partenaires parmi les structures publiques locales. La construction de l'échantillon s'est faite sur le principe de la mise en réseau. Le point de départ a été la structure associative française co-porteuse du projet européen #Com.Viso, l'Association Culturelle Sociale et Sportive du Queyras (ACSSQ), puis ont été rencontrés différents partenaires directement ou indirectement impliqués dans le projet européen. Les entretiens ont été principalement réalisés dans le Guillestrois-Queyras et de façon complémentaire dans le Briançonnais. Ce chapitre propose un focus sur le Guillestrois-Queyras. Les entretiens réalisés dans le Briançonnais sont ici analysés dans une logique de mise en regard avec le Guillestrois-Queyras.

En complément, la réunion de restitution des premiers résultats de l'enquête qui s'est tenue à Eyglie en mars 2019 a fait l'objet d'une observation participante. Enfin, une réunion publique qui s'est tenue le 28 mai 2019 à Saint-Véran concernant un projet de développement territorial a fait l'objet d'une observation directe.

Résultats et analyses

La fabrique du désenclavement comme problème public : spécificités et résistances alpines

Les hautes vallées alpines ont de longue date fait l'objet de discours tour à tour, sinon simultanément, disqualifiants ou magnifiants. A un extrême se trouve la figure du "crétin des Alpes", stigmatisant des sociétés montagnardes isolées et arriérées, ayant irrationnellement exploité les ressources naturelles. A l'autre extrême se trouve la figure du "vigoureux montagnard", à la vie simple et authentique, en harmonie avec la nature dont il serait un humble connaisseur. Historiens et sociologues ont depuis démontré le caractère infondé de la première figure et idéalisé de la seconde (Granet-Abisset 2010 ; Bozonnet & Fischesser, 1985). La disqualification d'abord et la muséification ensuite des communautés montagnardes ont contribué à la justification de l'appropriation matérielle et symbolique des territoires de montagne par et pour des urbains. Ces investissements urbains des territoires de montagne se sont déclinés au fil des siècles, à travers les politiques étatiques de (re)forestation, d'exploitation de la houille blanche, puis le développement du tourisme, des premiers alpinistes aux stations de skis modernes nées du plan neige⁴, mais aussi à travers les politiques de création d'espaces naturels protégés (Delorme 2014 ; Bourdeau et al. 2011 ; Veitl, 2013 ; Larrère et al. 2009 ; de Bellefon, 2003 ; Kalaora et Savoye, 1986). A chaque fois, ces investissements urbains étaient associés à des politiques de "désenclavement" des territoires de montagne, déclinées au gré des moyens techniques et financiers de chaque époque.

La fabrique moderne du désenclavement de la France comme problème public trouve sa genèse dans l'ouvrage de Jean-François Gravier «*Paris et le désert français*» publié en 1947. Ce géographe inspira la politique d'aménagement du territoire initiée par le Général De Gaulle au lendemain de la seconde guerre mondiale. Dans les territoires de montagne, "l'or blanc" est à l'honneur, (Bourdeau, 2007 ; George-Marcelpoil & François, 2012 ; Delorme 2014). Les Alpes du Nord concentrent aujourd'hui plus de 300 stations de ski, offrant parmi les plus grands domaines skiables du monde. Bien qu'à moindre échelle, les Alpes du sud ont aussi bâti leur lot d'aménagements touristiques (de Reparaz, 1989). Le département des Hautes-Alpes pour sa part compte une vingtaine de stations de ski, dont 7 se trouvent dans notre zone d'enquête, le Guillestrois-Queyras. Il s'agit de

⁴ L'appellation « *plan neige* » regroupe les politiques publiques d'aménagement des montagnes françaises menées à partir des années 1960 dans le but d'encourager le tourisme hivernal de masse. Dans ce cadre, 23 stations de ski ont été créées et 20 stations préexistantes développées.

petites stations familiales principalement construites durant les années 1960 et 1970⁵.

La victoire de la gauche aux élections présidentielles de 1981 infléchit ces politiques de développement territorial basées sur une planification centralisée. La loi Montagne de 1985⁶ est à ce titre pensée comme un laboratoire de la décentralisation (Broggio, 2002), elle prône un “*développement local*” dans une “*démarche d’autodéveloppement*” ayant “*pour finalité de permettre aux populations locales et à leurs élus d’acquérir les moyens et la maîtrise de leur développement en vue d’établir, dans le respect de l’identité culturelle montagnarde, la parité des revenus et des conditions de vie...*”⁷. Elle relève d’une volonté de “*mise en capacité*” des acteurs du territoire.

L’un des objectifs de la loi Montagne de 1985 était “*l’adaptation et l’amélioration des équipements et des services afin de procurer aux populations montagnardes des prestations comparables à celles qui sont accessibles sur le reste du territoire*”⁸. Toutefois, cette volonté de développer les services publics en territoires de montagne est mise en cause à partir des années 1990 par des politiques de restructuration visant une réduction des dépenses publiques. Cette “*restructuration*” a notamment pris la forme de fermetures d’établissements (scolaires, hospitaliers, postaux...) dans les communes rurales les moins densément peuplées⁹.

Dans un tel contexte, les objectifs d’équipements des communes de montagne tels que formulés dans la loi montagne de 1985 sont révisés au profit de politiques de désenclavement. Une certaine dissonance entre “*l’esprit de la loi*”¹⁰ Montagne de 1985 et ces nouvelles politiques de désenclavement n’a pas échappé au législateur lors de la reformulation de la Loi montagne en 2016. Il se livre de ce fait à un exercice de mise en

⁵ Pour certaines de ces stations du Queyras, une première génération de remontées mécaniques éparées avait été financée par des investisseurs locaux dès 1937.

⁶ Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

⁷ Article 1 de la Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

⁸ Article 1 de la Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

⁹ En 2007, cette politique est renommée « *réforme générale des politiques publiques* » (RGPP), puis est remplacée à partir de 2012 par la « *modernisation de l’action publique* » (MAP).

¹⁰ La formule « *l’esprit des lois* » est de Montesquieu.

adéquation. Le principe de “*l’autodéveloppement*” y demeure, le “*développement local*” y devient “*développement équitable et durable*”. Le traitement des équipements de services public pour sa part est révisé afin “*de réévaluer le niveau des services publics et des services au public en montagne et d’assurer la pérennité, la qualité, l’accessibilité et la proximité, en tenant compte, notamment en matière d’organisation scolaire et d’offre de soins et de transports, des temps de parcours et des spécificités géographiques, démographiques et saisonnières des territoires de montagne*”¹¹. Il ne s’agit plus de prôner l’installation d’équipements publics mais de s’assurer de leur accessibilité, leitmotiv des politiques de désenclavement. Ces politiques contemporaines de désenclavement des espaces montagnards, s’appuient sur trois postulats implicites qu’il convient d’interroger à la lumière des grilles d’analyse des sciences humaines et sociales.

Selon le premier postulat implicite de ces politiques, l’enclavement des hautes vallées des Alpes du Sud serait un héritage historique explicatif de leur “retard” de développement. Or, les historiens ont montré que les populations montagnardes ont de tout temps circulé, à la faveur d’échanges économiques, culturels et matrimoniaux tissant des liens entre vallées transfrontalières et entre plaines et vallées (Granet-Abisset 2012 ; Viazzo & Cerri, 2009 ; Lorensetti, 2000 ; cités par Granet-Abisset). L’enclavement des vallées alpines serait à ce titre, davantage une conception contemporaine urbanocentrée faisant une confusion entre éloignement et isolement (Granet-Abisset, 2018; Yesguer, 2009). Selon les sénateurs Alquier et Biwer (2008), “*les Alpes du Sud constituent un cas d’école en matière d’enclavement*”, appelant notamment de leur vœu la concrétisation rapide de projets d’aménagement tel le raccordement autoroutier entre Sisteron et Grenoble et le tunnel ferroviaire sous le Montgenèvre. Or, ces deux projets relient des agglomérations entre elles, sans irradier les hautes-vallées, reproduisant ici un schéma historique remontant, au moins, à l’époque napoléonienne (Marty, 2016).

Les espaces ruraux aujourd’hui qualifiés d’enclavés par les politiques publiques seraient en fait principalement des espaces déséquipés du fait du retrait des services publics des zones de montagne, au nom d’une rationalisation économique. La fermeture d’établissements publics amorcée dans les années 1990 s’accélère au début des années 2000. Tel est le cas de notre territoire d’étude. Le Queyras a connu au cours de ces dernières années plusieurs fermetures d’écoles primaires (Pierre Grosse, Château-Queyras) ou

¹¹ Art.13 de la loi du 26 décembre 2016.

bien des regroupements d'écoles (Saint-Véran et Molines). Ces fermetures d'établissements publics tendraient à produire des effets en chaîne favorisant la fermeture de structures privées (Subra, 2012), tel le cabinet médical de Molines¹². L'enclavement "historique" des territoires de montagne serait davantage le produit de leur "délaissement" contemporain (Taulette, 2012). Et, les "*postulats de désirabilité générale de la connexion au réseau et de maximisation des opportunités offertes par le réseau*" (Dupuy, 2011) sont battu en brèche par les aspirations locales en faveur du maintien des établissements publics dans les espaces ruraux de montagne et plus généralement d'une reconnaissance de la spécificité de la ruralité de montagne, comme en témoigne cet interviewé: "*Je suis attaché au monde rural de montagne parce que j'estime qu'il était un peu abandonné depuis quelques dizaines d'années par une politique favorisant le développement urbain [...] Ce que je voudrais à travers ma petite personne, le faible rôle que je peux jouer, c'est de participer au fait que ce territoire retrouve finalement des raisons d'espérer et ne se sente pas complètement laissé pour compte*".

La question de la désertification médicale, en particulier, se pose de façon croissante, comme le souligne ces deux interviewées. "*On a un problème de médecin généraliste, on a un gros problème de spécialiste ophtalmo ça se réduit comme peau de chagrin. Donc là je sens cette notion d'isolement*" explique l'une. La seconde évoque le cas de l'hôpital d'Aiguille : "*C'était un hôpital local. Il y avait une maternité, des soins, un certain nombre de lits, il avait vraiment une vocation d'hôpital. Puis avec les restructurations, les couts qu'ont représenté les hôpitaux, la maternité a été fermée...*". L'animation sociale aurait aussi pâti de ces logiques de restructuration comme s'en inquiète cette animatrice jeunesse : "*Ici [Queyras], ils ont quand même fermé toutes les salles des jeunes... Dans quasiment toutes les petites communes*".

Selon le second postulat des politiques publiques de désenclavement, la solution serait la mobilité. Cette "*injonction à la mobilité*" (Beauchamps, 2009) est depuis 1995 inscrite dans le cadre juridique français, dans lequel le critère de la distance-temps rivalise avec celui de la distance euclidienne. En effet, la loi de 1995 dite Pasqua¹³ fixait comme objectif qu' "*en 2015, aucune partie du territoire français métropolitain continental ne sera située à plus de 50 kilomètres ou de 45 minutes d'automobile d'une autoroute ou d'une*

¹² Informations fournies par l'ACSSQ.

¹³ Article 17 de la Loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

route expresse à deux fois deux voies en continuité sur le réseau national, soit d'une gare desservie par le réseau ferré à grande vitesse". Les schémas directeurs de services de transport (1999), puis le Comité interministériel à l'aménagement et au développement du territoire (2003) qui ont succédé à la loi Pasqua, perpétuent cette injonction à la mobilité. Une telle acception de la mise en accessibilité réduit la distance-temps mais tend à augmenter la distance-coût. Autoroutes et TGV sont en effet des modes de transports plus coûteux pour les usagers que les routes et les lignes ferroviaires traditionnelles. Or, quand la réduction de la distance-temps induit une augmentation de la distance-coût, cela aboutit à une mise en accessibilité économiquement discriminante, génératrice d'inégalités socio-spatiales (Beauchamps, 2009; Dupuy, 2011). L'augmentation de la distance-coût peut discriminer les (néo)montagnards entre eux selon leur capital économique. Elle discrimine aussi, sinon d'abord, les habitants vis-à-vis des touristes. Les touristes sont en effet les plus soumis aux exigences de la réduction des distances-temps tout en étant les moins contraints par l'augmentation des distances-coûts, du fait de leur niveau de revenu¹⁴. En outre, le financement des grands réseaux nationaux tend à se faire au détriment de celui des réseaux locaux, en particulier concernant les lignes ferroviaires montagnardes (Mestre, 2008).

En privilégiant l'accessibilité physique au détriment à l'accessibilité sociale, ces politiques publiques tendent à induire des processus de "*mise en incapacité*" (Candau & Gassiat, 2019) Les personnes fragiles seraient particulièrement vulnérables à ces mises en incapacités (Fol, 2005). Par exemple, cet interviewé rapporte le cas d'un habitant de Ceillac soumis à des horaires de transports en commun basés sur la demande touristique : "*il est malvoyant, donc il n'a pas le permis de conduire. Quand il arrive à Guillestre, il y n'a plus de car pour monter à Ceillac en cette saison. Il n'y en a que pendant les vacances. La contrainte mobilité elle est énorme. Et favorise l'isolement*".

Ce second postulat implicite se heurte à un effet pervers qui fait qu'"*en matière de réseaux, fracture et dépendance sont inversement mais indissolublement liées. On ne peut réduire la fracture sans augmenter la dépendance*" (Dupuy, 2011). Cet effet pervers s'observe aussi dans le domaine des réseaux internet, mis en avant comme pilier fort des politiques

¹⁴ Malgré la massification des loisirs, le départ en vacances demeure encore très discriminant socialement, et tout particulièrement lorsqu'il s'agit de séjours aux sports d'hiver. Parmi les 7% de français qui partent en vacances aux sports d'hiver au moins une fois tous les deux ans, les cadres y sont très majoritaires (Crédoc, 2010).

de désenclavement. Or, les territoires étudiés, comme une majorité des espaces ruraux éloignés des grandes agglomérations, souffrent de ce qu'il convient d'appeler une *“fracture numérique”* qui donne à voir des qualités de connexion internet proportionnelles aux nombres d'habitants et donc de clients pour les opérateurs (Beauchamps, 2009; Dupuy, 2011). Cette salariée associative témoigne: *“C'est un souci parce qu'aujourd'hui, toutes les démarches sont dématérialisées, il nous faut forcément internet. Et si vous voulez faire du lien avec votre famille, skype c'est quand même intéressant... Tout ça ce sont des choses que beaucoup n'ont pas dans le Queyras. Ils ont l'ordi, ils ont la connexion internet, mais ça ne marche pas”*.

Enfin, selon le troisième postulat implicite des politiques publiques, la situation d'enclavement oppose au reste du territoire une zone enclavée, de surcroît *“sous-développée”* (postulat 1) et *“isolée”* (postulat 2). Les situations d'enclavement sont ici considérées *de facto* comme dissymétriques (Lechartier, 2005). Pour les sénateurs Alquier et Biwer (2008), *“un réel désenclavement signifierait de pouvoir avoir effectivement accès à un centre urbain ou économique”*. Une telle conception du désenclavement fait de l'urbanité et de l'économie de marché les références de la désirabilité sociale. La conception urbanocentrée des politiques publiques de désenclavement s'inscrit donc, en outre, dans une logique néo-libérale inspirée de l'économie standard, définissant l'enclavement par *“l'absence d'accès au marché dans un espace donné”* (George et Verger, 1996, cités par Yesguer, 2009).

Cette vision urbanocentrée et néo-libérale ne fait pas l'unanimité dans les territoires de montagne en général et dans le Queyras-Guillevostrois en particulier (Guillaume, 2001 ; Bourdeau, 2007 ; Rosenberg, 2014). Plusieurs de nos interviewés revendiquent même cet éloignement montagnard et les spécificités qu'il induit, par exemple : *«[l'éloignement] c'est un problème et c'est un atout aussi ! [...]. Moi je pense que c'est plutôt un atout. Justement, parce que ça a permis à cette région magnifique de rester préservée et d'être encore à l'échelle humaine, à l'échelle de ses habitants et ça c'est super important »*.

La «création compensatrice» (néo)montagnarde à l'épreuve des recompositions territoriales

La relation urbanité/ruralité montagnarde relève d'une dialectique, en tant qu'elle repose sur une tension entre opposition et complémentarité. Les historiens soulignent que si l'exode rural a fortement touché les hautes vallées alpines, il ne relevait pas uniquement de processus de

déterritorialisation, mais contribuait à une mise en réseau, de surcroît transfrontalière, d'acteurs économiques, avec leurs échanges de biens, de savoirs et savoir-faire, de main d'œuvre et de conjoint.es, qui démentent le présumé d'un enclavement historique des vallées, même les plus hautes (Granet-Abisset 2012 ; Viazzo & Cerri, 2009 ; Lorensetti, 2000 ; cités par Granet-Abisset).

Cette dialectique ville/montagne a évolué au cours du temps, sans disparaître (Bourdeau, 2011; Corrado & Durbiano, 2018 ; Fourny, 2018; Perlik, 2018). A partir des Trente glorieuses, les Hautes-Alpes connaissent une augmentation de leur nombre d'habitants permanents, c'est là un basculement démographique historique. Cette croissance démographique se fait en un premier temps au profit des villes et des bourgs, tandis qu'un exode rural marqué se poursuit. Durant les années 1980, cette tendance tend à s'inverser prenant des airs de "*revanche des zones rurales*" (Claude Meyzenq, 1984). Ce "*désir de montagne*" traverse l'ensemble de l'arc alpin, se déclinant différemment selon les régions (Petite, 2014 ; Viazzo et Zanini, 2014). L'ensemble des communes du Guillestrois-Queyras a vu son nombre de logements multiplié par 5 entre 1968 et 2015. Les résidences secondaires et logements occasionnels en constituent la plus grande part. Mais cette augmentation touche aussi les résidences principales, dont le nombre double entre ces deux dates, passant de 1 608 à 3 786. Le nombre d'habitants permanent a ainsi augmenté jusqu'en 2010 passant de 5 346 à 8 124 individus. Pendant toute cette période le solde naturel est positif, mais c'est surtout par un solde migratoire positif soutenu que s'explique cette croissance¹⁵.

Le dynamisme démographique du Guillestrois-Queyras particulièrement marqué dans les années 1970-1980 et jamais démenti jusqu'en 2010 donne à voir une nouvelle désirabilité de ces territoires. Cette dernière s'est forgée en opposition aux modèles urbains et libéraux, redonnant à ces hautes vallées alpines leur rôle historique de refuge, non plus pour des populations fuyant l'oppression politique ou religieuse, mais pour des urbains à la recherche d'autres modes d'habiter.

Depuis les années 1970, ces néomontagnards "*Approfitare del vuoto*" (Viazzo et Zanini, 2014), contribuant à des recompositions sociales et territoriales (Durbiano et Barthes, 2006 ; Granié et Guétat, 2007 ; Barthes,

¹⁵ <https://www.insee.fr>, consulté le 20 mai 2019.

2008). Ces *utopies néomontagnardes*¹⁶ se nourrissent d'une histoire locale patrimonialisée pour l'occasion : Les Escartons incarnant la capacité d'autogestion démocratique des sociétés montagnardes anciennes, les "colporteurs en écritures" donnant à voir un certain égalitarisme montagnard dans l'accès aux savoirs (Granet-Abisset, 1997, 2006). Ces figures historiques sont réappropriées par les dynamiques associatives néomontagnardes qui, sans une certaine idéalisation, les constituent comme des référentiels socioculturels et politiques, déclinés dans la logique contemporaine de "projets", "d'échanges d'expériences", de "coopérations transfrontalières" (Granet-Abisset, 2006, 2012; Rudaz, 2009). Cet interviewé, par exemple, décrit les programmes Franco-Italiens portés par son association comme des réactualisations des anciennes sociabilités transfrontalières : "On recrée des programmes transfrontaliers pour que les gens se rencontrent. Alors avant il n'y avait pas besoin de tout ça, ils se rencontraient naturellement. Les Queyrassins qui allaient au bal en Italie [...] Les Italiens avant ils n'avaient pas de bagnole ils allaient à pied donc ils s'arrêtaient 10 km après le col [Agnel] et ils partageaient le fromage et le verre de rouge avec les gens qui étaient là". Ces neomontanari puisent dans les patrimoines naturels et culturels des hautes vallées alpines un ensemble de supports identitaires, opérant un changement dans la permanence, ce que Viazzo et Zanini (2014) nomment « *etnicità diffusa* ».

Dans le Guillestrois-Queyras, les acteurs de l'animation socioculturelle rencontrés sont issus de ces dynamiques résidentielles dans toute leur diversité, partageant selon des modalités variables cette trajectoire de migration d'agrément. Cette interviewée installée dans le Guillestrois par choix fait un lapsus révélateur : "moi c'est vraiment un territoire qui m'affectionne", précisant ensuite que "c'est vraiment un endroit ou je me sens bien moi. On a quand même un environnement irremplaçable".

Chez les professionnels et bénévoles de l'animation sociale et culturelle que nous avons rencontré, l'argument de la recherche d'un meilleur cadre de vie se double du référentiel métier-passion. Par exemple, cette salariée associative commente la perméabilité entre le professionnel et le personnel caractéristique de son métier : "perso et pro, ce n'est pas la même chose, mais c'est très fusionnel et en fait, émotionnellement on est impliqué aussi [...] Juste pour un exemple la dernière fois on a fait un séjour avec des jeunes, c'est du coup tous un peu nos enfants pendant une semaine". Cette posture éthique tend à être associée à une acceptation de sous-rémunération

¹⁶ La formule « *utopie néomontagnarde* » fait ici écho à l'ouvrage d'Henri Mendras (1979) « *Voyage au pays de l'utopie rustique* ».

et de sur-qualification. En même temps, les interviewés témoignent aussi des opportunités d'embauche qu'ils ont connu dans le Guillestrois-Queyras, qu'ils ont bien souvent su eux-mêmes susciter, œuvrant à leur propre "employabilité", voir à leur "auto-emploi" (Corteel & Zimmermann, 2007). En effet, à l'échelle des Hautes-Alpes, le monde associatif génère 16,1% de l'emploi de l'ensemble du secteur privé du département, ce qui est supérieur aux 9,7% observés à l'échelle nationale¹⁷.

Ce faisant, ces dynamiques associatives néomontagnardes ont progressivement assumé des missions de service public, palliant le désengagement étatique. L'histoire de l'Association Culturelle Sociale et Sportive du Queyras (ACSSQ) est particulièrement éloquente. Créée en 1982 dans le but de protéger un patrimoine culturel local remarquable, le château-fort du Queyras, cette association a ensuite élargi ses domaines d'intervention, répondant aux incitations publiques de développement local insufflées dans les années 1980 par la loi montagne et aujourd'hui incarnées par les programmes européens. Si l'ACSSQ n'a pas pu atteindre son objectif initial de racheter le château-fort, en revanche, elle a développé de larges compétences dans le domaine de l'animation sociale et culturelle. Ce glissement de la valorisation d'un patrimoine architectural à l'animation sociale et culturelle relève d'un certain effet d'opportunité assumé. L'association a tout particulièrement su développer ce que Françoise Cognard (2012) appelle la "créativité compensatrice". Cette créativité compensatrice est l'art de transformer la faiblesse assignée à un territoire en opportunité, voire en force, comme en témoigne avec humour et enthousiasme cette salariée associative : "Après, ça [l'éloignement] peut être source d'opportunités dans le sens où vous êtes perçu comme le petit pauvre ... c'est "Oh ! mon dieu ! Vous êtes au fond du Queyras, vous allez tous mourir ! On est en zone de revitalisation rurale, c'est le territoire enclavé ! Oh mon dieu c'est le bout du monde !" Et du coup, les gens ont pitié et vous filent des sous pour que vous organisiez des dynamiques ! Nous, non seulement on va les chercher, on les prend et en plus on en fait de la magie ! Finalement s'il y a tant de choses qui se passent au niveau du centre social c'est aussi grâce au fait qu'on soit perçu comme des déshérités de la vie !".

Ces dynamiques associatives néomontagnardes ont investi la place laissée plus ou moins vacante par l'affaiblissement du tissu agricole local et ses réseaux sociopolitiques traditionnels, mais elles ont pu aussi entrer en concurrence avec ces anciennes logiques notabiliaires¹⁸ (Collectif, 1986 ;

¹⁷ <https://www.associations.gouv.fr>, consulté le 29 mai 2019.

¹⁸ Le fameux « pouvoir périphérique » décrit par Pierre Grémoin (1976).

Marié et Viard, 1988). Cette animatrice témoigne de cette relation entre montagnards et néomontagnards: *“les gens qui sont aujourd’hui acteurs de ce territoire Guillestrois-Queyras réuni ce ne sont plus les autochtones, ce sont des gens qui arrivent d’ailleurs qui ont amené un dynamisme autre, qui viennent de Paris, de Lyon, de Marseille, qui sont venus s’installer ici [...] Mais le petit côté pervers c’est qu’avec les gens d’ici, la connexion elle n’est pas toujours évidente”*.

Ces dynamiques associatives impulsées par les néomontagnards se caractérisent par des structurations en réseaux et des *“engagements protéiformes”* (Chambru, 2015). Cette salariée témoigne ainsi : *“depuis le temps que j’y suis j’ai un gros réseau derrière [...] et ça c’est hyper facilitant”*. Cet animateur intervenant dans le domaine de la jeunesse constate : *“les projets jeunes c’est bien sauf qu’il faut une carriole de partenaires invraisemblable, donc effectivement, moi je travaille en réseau permanent, je suis dans un tas de réseaux au niveau de la mobilité internationale”*.

En revanche, les interviewés soulignent de façon unanime les limites et effets pervers des modes de financement par appels d’offres, systématisés par les programmes européens. Les acteurs associatifs ont développé d’efficaces compétences dans la formulation de réponses à ces appels d’offres les amenant à investir de façon croissante les questions transfrontalières. Mais, ils se heurtent à la surcharge de travail induite par les tâches administrativo-financières que ces projets nécessitent et qui les éloignent de leur cœur de métier. Entre outre, ce mode de fonctionnement par appels d’offre rend difficile la pérennisation des actions sociales et culturelles. Cet interviewé témoigne ainsi : *“Avant on avait un réseau ici qui était très puissant quand... du temps du projet “envie d’agir” [...]. Le jour où il n’y a pas eu le dispositif, le réseau a disparu”*. Cette autre interlocutrice fait le même constat, tout en espérant pouvoir trouver une solution : *“dès qu’on avait plus de financement, terminé, on retournait à notre quotidien, notre train-train, et malheureusement, toute cette énergie et émergence de projet qui se construisait, ça n’existait plus. Moi la volonté que j’ai aujourd’hui [...] avec les bénévoles de la structure, c’est que ce projet continue”*.

Enfin, la récente montée en puissance de l’intercommunalité amène un repositionnement des associations locales impliquées dans des missions de service public. L’intercommunalité vise le regroupement de communes au sein d’un établissement public permettant la mutualisation de certaines prestations et pouvant plus largement formuler des projets de développement

territorial¹⁹. En France, la première loi permettant des formes d'intercommunalité remonte à 1890. Les évolutions juridiques de la seconde moitié du XX^{ème} siècle ont facilité et encouragé l'intercommunalité. La seconde décennie du XXI^{ème} marque un tournant en deux étapes. En 2010, la loi de réforme des collectivités territoriales²⁰ rend obligatoire l'adhésion à une intercommunalité. Puis à partir de 2015, la loi dite "NOTRe"²¹ prône "une intercommunalité renforcée", impliquant un redécoupage territorial au nom, une fois encore, de la rationalisation des dépenses publiques. C'est dans ce contexte qu'a lieu en 2016 la fusion intercommunale entre le Guillestrois et du Queyras. Cette fusion change les échelles d'actions et interroge les légitimités des acteurs. Or, comme le souligne Rudaz (2009) "*Ces nouvelles délimitations institutionnelles ne correspondent pas forcément aux schémas opératoires des populations locales*", ce qu'exprime en effet cet interviewé : "*Aujourd'hui on a 16 communes avec des problématiques un peu différentes. Avec un Queyras qui est très très rural, avec un habitat très dispersé. Et un guillestrois qui tout en restant rural, dispose quand même de petits chef-lieu, avec des caractéristiques urbaines*".

Cette restructuration intercommunale oblige les associations prestataires de services à un repositionnement parfois douloureux. Les acteurs associatifs rencontrés expriment leur inquiétude vis-à-vis de la nouvelles intercommunalité Guillestrois-Queyras. Ils font part d'un sentiment de dépossession des missions qui étaient devenues les leurs depuis les années 1980. Ce bénévole associatif raconte ainsi les premiers échanges entre la jeune intercommunalité: "*la première rencontre qu'on avait fait avec les élus en 2016, donc c'était dans les locaux de la communauté de commune du Guillestrois, [...], on a fait une présentation du centre social, ils nous ont craché dessus, mais c'était un truc de fou parce qu'on avait tellement cet enthousiasme de partager et d'avoir cette vision de l'avenir dans le centre social du Guillestrois Queyras qu'on leur a fait peur. Donc ça n'a pas été forcément bénéfique pour nous au démarrage*". Une certaine forme de mise en concurrence est observable, entre l'intercommunalité et les associations, mais aussi entre les associations des deux territoires fusionnés. Cette ancienne salariée associative aujourd'hui recrutée par l'intercommunalité prend l'exemple des projets de développements des outils informatiques : "*Je n'ai pas attendu le projet des associations pour avancer sur les nôtres, ça, c'est une certitude. Donc si on arrive à travailler ensemble, oui, car je*

¹⁹ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1346>

²⁰ Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales.

²¹ Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

trouverai dommage de faire des doublons. Mais ça sera leur choix !". D'autres interviewés sont davantage dans une posture attentiste : *"Je ne vous parle pas de l'intercommunalité c'est nouveau donc on ne se connaît pas encore trop bien"*. D'autres enfin se veulent plus optimistes, relisant les tensions entre les associations et l'intercommunalité comme une phase d'ajustement réciproque ouvrant aujourd'hui une voie vers la construction de partenariats basés sur la complémentarité. *"l'intercommunalité, aujourd'hui, elle est mieux appréhendée, elle est mieux vécue"* indique cette interviewée.

La (re)mise en risque des (néo)montagnards : trajectoires de vulnérabilités et de fragilités

Les sociétés montagnardes ont, on l'a vu, fortement changé au cours de ce dernier siècle, dans leur composition comme dans leur mode de vie. Le déclin démographique des populations agricoles traditionnelles et l'arrivée de nouveaux habitants tend à favoriser des ruptures dans la chaîne de transmission intergénérationnelle de la mémoire locale des risques favorisant un accroissement de l'exposition aux aléas (Naaim-Bouvet & Richard, 2015; Claeys et al. 2017). Et, en effet, plusieurs situations d'accroissement de l'exposition aux aléas naturels peuvent être identifiées sur notre terrain d'étude.

La pression immobilière, tout d'abord, a amené à construire en zones exposées à différents aléas naturels, comme les zones inondables et les couloirs d'avalanche (Naaim-Bouvet & Richard, 2015). Tardif, le renforcement du cadre juridique en matière de prévention des risques environnementaux arrive lorsque l'urbanisation des territoires de montagne a déjà en grande partie eu lieu (Naaim-Bouvet & Richard, 2015). Ce nouveau cadre juridique²² s'inscrit dans un processus de *"désengagement autoritaire de l'Etat"* tendant à opérer un transfert de responsabilité de l'Etat vers les collectivités territoriales d'une part et d'autre part de la puissance publique vers les populations locales (Borraz et Gilbert, 2008). Une première lecture des cartes des plans de prévention des risques relatives au Guillestrois-

²² Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, dite Loi « Barnier », Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, dite Loi « Bachelot ».

Queyras donnent à voir plusieurs zones urbanisées au cours de ces dernières décennies étant exposées à un ou plusieurs aléas naturels²³.

L'intensification de la circulation routière, ensuite, expose les automobilistes (néo)montagnards à une accidentologie routière plus élevée. En effet, *“un automobiliste habitant en zone rurale a 1,5 fois plus de risque d'être tué qu'un habitant d'une agglomération moyenne (de 20 000 à 100 000 habitants), et 2,7 fois plus qu'un habitant d'une grande agglomération (plus de 100 000 habitants)”*²⁴. Nous n'avons pas eu accès à des statistiques d'accidentologie à l'échelle communale. Les interviewés s'accordent pour leur part sur la difficulté que représente la route des gorges du Guil. Par exemple, cette interviewée parle d'obstacle: *“C'est quelque chose qui peut faire peur parce que ce sont des gorges, parce qu'il y a des chutes de pierre, du verglas, parce que tout ça. Donc, il faut les passer, c'est un obstacle”*. Or, la route des gorges du Guy est la principale voie de circulation, et même la seule en hiver, reliant le Guillestrois et le Queyras réunis en une même intercommunalité. Si cette nouvelle intercommunalité permet un travail de mutualisation des services et des lieux d'accueil, cela risque de se faire au prix d'une agumentation de la vulnérabilité routière des professionnels et des populations. En même temps, plusieurs interviewés expriment une certaine fierté de savoir rouler sans peur et en toute saison sur ces routes de montagne: Cette interviewée par exemple dit au sujet de la route des gorges du Guil: *“Nous on est habitué, on habite le Queyras donc moi ça ne m'a jamais gêné parce que c'est moi qui ai envie de vivre ça”*. Même cette interviewée vivant sur son trajet travail-domicile les conséquences d'un glissement de terrain de grande ampleur au lieu dit du “Pas de l'Ours” coupant la route entre Abriès et Aiguille s'efforce de rester optimiste: *“j'habite derrière le pas de l'ours ! [...] Maintenant l'hiver arrive, la route de secours ça va être un facteur d'isolement très important je pense. Parce qu'elle ne va pas être facile et pourtant ! Pourtant voilà, je vis là depuis plus de 10 ans et... je n'ai jamais dit que la route était difficile, on verra !”*

Enfin, le développement des usages récréatifs de la montagne par les (néo)montagnards accroît aussi leur vulnérabilité. Les taux d'accidentologie des sports de montagne sont significativement plus élevés parmi les habitants de ces territoires, car ils constituent les pratiquants les plus assidus,

²³ Une analyse affinée de ces informations géographiques est en cours de réalisation dans le cadre du programme de recherche VULIMONT, coordonné par Aurélie Arnaud et financé par la fédération de recherche ECCOREV.

²⁴ Selon l'observatoire national interministériel de la sécurité routière, <https://www.onisr.securite-routiere.interieur.gouv.fr>, consulté le 30 mai 2019.

mais aussi les plus expérimentés et donc les plus enclins à prendre des risques (Soulé et al. 2014). Lors des interviews, plusieurs de nos interlocuteurs soulignent l'engouement pour les pratiques sportives des populations des territoires étudiés, en en relevant les bienfaits mais en signalant aussi des formes de bigorexie et de recherches de sensations fortes accidentogènes.

Ainsi, les pressions immobilières, les injonctions à la mobilité induites par les restructurations territoriales, mais aussi les aspirations hédonistes des populations tendent à augmenter la vulnérabilité des (néo)montagnards en les exposant davantage à certains aléas naturels et anthropiques. Ces trajectoires de vulnérabilité peuvent croiser de façon différentes les trajectoires de fragilité des individus. Les acteurs de l'animation sociale et culturelles rencontrés dégagent à ce propos trois problématiques qu'ils disent rencontrer de plus en plus.

La première trajectoire de fragilité mentionnée est le vieillissement de la population qui touche les montagnards de souche comme les néomontagnards. Cet interviewé explique ainsi la situation à laquelle il est confronté en tant que professionnel de l'animation sociale: *“ une personne fragile c'est une personne âgée qui n'a plus de mobilité personnelle, qui ne peut plus conduire, ne peut plus se déplacer donc il va se retrouver progressivement à l'écart de cette vie sociale, associative et culturelle. Donc ces personnes-là, il faut faire en sorte qu'on puisse aller régulièrement soit les rencontrer soit pouvoir les conduire vers des lieux de vie”*. Or, l'une des formes persistantes, sinon croissante de néoruralité au cours de ces dernières années dans les Hautes-Alpes est l'installation de jeunes retraités, qui *de facto* seront soumis à cette trajectoire de fragilité induite par le vieillissement (DDT, 2008).

La seconde trajectoire de fragilité mentionnée par les interviewés concerne la scolarisation des adolescents, comme l'explique cette interviewée : *“Quand vient l'âge du collège, finalement, les enfants ont une heure de route de bus, une heure de route le soir ou sont en interne. Et du coup y'a un déménagement [des familles] vers le guillestrois ou plus loin”*. Dans le Queyras, les familles avec des adolescents se trouvent en situation de fragilité du fait de l'éloignement des collèges. Par contre, la présence d'une crèche associative réduit la fragilité des familles ayant des enfants en bas âge.

La troisième trajectoire de fragilité mise en avant par les interviewés concerne un nouveau profil de néomontagnards arrivant en situation de

précarité sociale et économique. Comme les générations précédentes, ils viennent chercher à la montagne de meilleures conditions de vie. Cependant leur précarité réduit leur capacité d'action, et en lieu et place d'une amélioration de leur conditions de vie, ils peuvent entrer dans un cercle vicieux d'aggravation par effet de cumul de leur trajectoires de fragilité et de vulnérabilité (Roche, 2018). Ce phénomène est observé auprès de populations permanentes, mais aussi chez certains saisonniers. Selon cette interviewée, le Guillestrois serait plus touché par ce problème que le Queyras: *“A Guillestre il y a une précarisation encore plus forte que dans le Queyras. Et on a ce côté saisonnier avec les stations de Vars et Risoul. [...] Ils viennent se loger sur Guillestre et pas en station. Parce qu'en station ils n'y arrivent pas, c'est trop cher”*. Plus loin, l'interviewée parle de problèmes d'alcoolisme et de petite délinquance qu'elle trouve en augmentation à Guillestre. Elle se demande s'il ne s'agit pas de l'arrivée de problèmes urbains dans une commune jusqu'alors baignée dans une culture rurale et montagnarde: *“c'est peut-être parce que c'est un petit bourg, qu'il y a le train qui arrive. Enfin je ne sais pas ce qu'il se passe, mais honnêtement je suis étonnée par les problématiques sociales sur Guillestre”*. Lors de la réunion de restitution des premiers résultats d'enquête, cette question a été longuement soulevée. Les professionnels de l'animation sociale se sont dit perplexes et même un peu démunis face à ce qu'ils vivent comme l'introduction de “scories urbaines” dans la ruralité montagnarde qui leur est chère.

Ces trois exemples montrent que les trajectoires de fragilités mêlent des caractéristiques internes aux individus et des facteurs conjoncturels. Ces exemples montrent aussi le rôle considérable des associations dans la modération de ces facteurs conjoncturels, mais aussi leurs limites.

Enfin, et non des moindres, la crise de l'économie des stations de ski tend à aggraver le cumul des trajectoires de vulnérabilité et de fragilité des communautés montagnardes (Hatt et Vlès, 2014; Bonnemains, 2015). Cette crise de l'économie du ski est devenue structurelle (Bourdeau, 2007). Les territoires se trouvant en situation de *“monoculture touristique”* sont plus vulnérables encore que les autres aux effets de cette crise, ce qui est le cas du Guillestrois-Queyras (DDT, 2008). Il en est de même pour les questions d'enneigement qui ne sont plus un seul problème de “mauvaise saison”, mais de changement climatique à long terme qui frappe tout particulièrement les écosystèmes montagnards et plus encore les Alpes du Sud aux altitudes plus basses et aux influences climatiques méditerranéennes (GREC PACA, 2018). La question de *“l'après-ski”* en tant qu'adaptation du tourisme de

montagne à ces contraintes socio-environnementales s’y pose de façon de plus en plus pressante (Bourdeau, 2007; Hatt et Vlès, 2014, Bounnemains, 2015).

Dans le guillestrois-Queyras, le plus haut solde migratoire de ces dernières décennies fut concomitant avec la période de construction et de développement des stations de ski. Le dynamisme démographique du Guillestrois-Queyras s’essouffle, semble s’inverser même, avec une baisse de son nombre d’habitants passant de 8 124 indivisus en 2010 à 7 946 en 2015. Ce processus touche inégalement les 16 communes de l’intercommunalité. Les principales communes connaissant les baisses démographiques les plus marquées sont tout à la fois les plus éloignées du Chez-Lieu que constitue Guillestre et celles où se trouvent les stations de ski (figure 1).

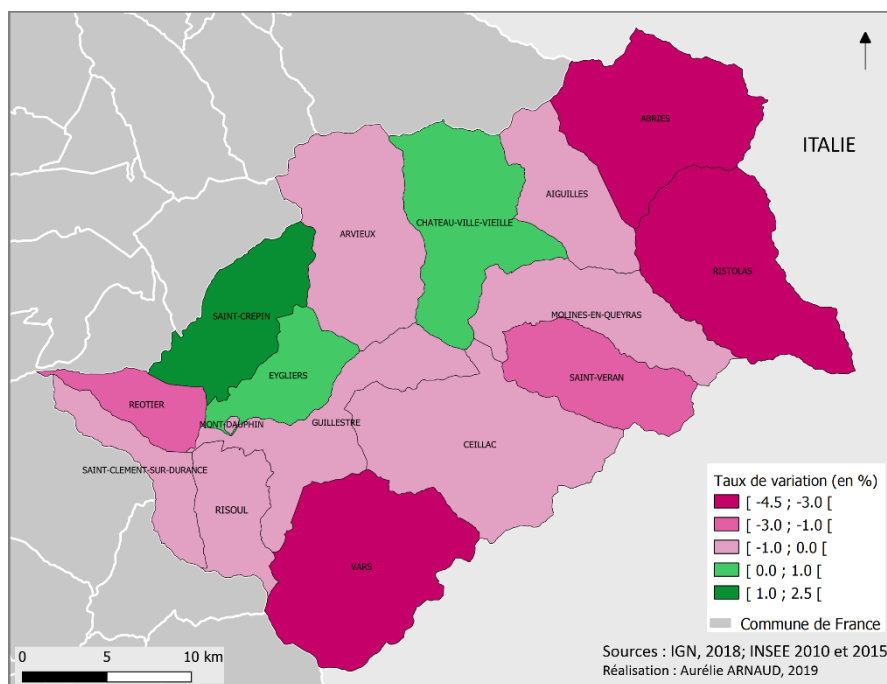


Figure 1 : Comparaison des taux de variation annuelle de la population entre 2010 et 2015 des communes de l’intercommunalité du Guillestrois-Queyras
(Carte réalisée par Aurélie Arnaud. Source : INSEE)

Les causes de ce renversement démographiques sont incontestablement plurielles: effets pervers des politiques de désenclavement et de restructuration des services publics, crise structurelle de l'économie des sports d'hiver, manque de neige aggravé par le changement climatique... Il conviendra d'observer ce processus dans la durée afin de voir s'il marque ou non le début d'une nouvelle forme d'exode, que l'on pourrait dès lors qualifier d'*exode néomontagnard*. Cette nouvelle forme d'exode pourrait-elle annonciatrice de l'essoufflement de l'*utopie néomontagnarde* ?

Conclusion

Les politiques de désenclavement et de restructuration territoriale des hautes vallées alpines tendraient à produire des effets pervers conduisant à des formes de réenclavement. Ce processus n'est pas uniforme, touchant certains territoires et/ou certains types de population plus que d'autres, induisant de ce fait de possibles situations d'inégalités sociospatiales et environnementales. Ces processus de réenclavement mettent à l'épreuve la "*création compensatrice*" historiquement caractéristiques des sociétés montagnardes et ravivée depuis les années 1970 par les dynamiques associatives des neomontanari.

Ce processus de réenclavement tendrait à aggraver les trajectoires de vulnérabilité et de fragilité des communautés montagnardes. Mais, il ne faut pas sousestimer la capacité d'action des communautés (néo)montagnardes et cette constante historique les amenant à transformer les handicaps en atouts. Si certains élus locaux sont tentés par la "*fuite en avant*" du suréquipement touristique, d'autres développent des stratégies d'adaptation aux changements sociopolitiques et environnementaux qui semblent les assaillir de toute part (Hatt et Vlès, 2014; Bounnemains, 2015). Dans le Guillestrois-Queyras, ces deux trajectoires sont observables. Ainsi, au moment où sont développées par le Parc Naturel Régional du Queyras des valorisations du glissement du Pas de l'Ours en termes de prévention des risques et d'éducation à l'environnement, est présenté aux Saint-Verannais un projet de construction d'un téléphérique vers l'observatoire astronomique de Chateaurenard pour y développer un tourisme scientifique de standing. Lors de la réunion publique d'information qui s'est tenue à ce sujet le 28 mai 2019, montagnards de souche et néomontagnards sont venus nombreux, donnant à voir un front uni contre un aménagement dont ils interrogent la pertinence économique, les impacts écologiques et la compatibilité avec une *utopie montagnarde* qu'ils pourraient bien aujourd'hui partager et continuer à faire vivre.

Bibliographie

Alquier J. et Biwer C. (2008). Rapport d'information fait au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le niveau d'équipement de la France en infrastructures de transports et ses conséquences sur le désenclavement des régions françaises, Annexe au procès-verbal de la séance du 19 juin 2008. N°410, Sénat.

Barthes A. (2008). Nouveaux résidents, démographie et ruralité dans les Alpes de haute-Provence, in A.B., *Vivre en haute Provence Alpine*, Presses de l'Université de Provence, Aix-en-Provence.

Bauer, G., Roux, J.-M. (1976), La «rurbanisation» ou la ville éparpillée, Le Seuil, Paris.

Beauchamps M. (2009). L'accessibilité numérique. Transformer le risque de renforcement des inégalités en opportunité. Les Cahiers du numérique. N°1. Vol. 5. pp. 101-118.

Bertrand N. (2001). Technologies d'information et de communication : quel rôle dans les dynamiques territoriales de développement ? Revue d'Economie Régionale & Urbaine. 1 février. pp. 135-152.

Blanchard, P. (2014). Cinq études sur le Queyras. Val-des-Prés, Ed. Transhumances.

Bourdeau Ph. (2007), L'or blanc : de l'épopée à la complexité, in B.Ph., Les sports d'hiver en mutation. Crise ou révolution géoculturelle ? Lavoisier, Paris, pp. 17-36.

Bourdeau, P., Mao, P. & Corneloup, J. (2011). Les sports de nature comme médiateurs du «pas de deux» ville-montagne. Une habitabilité en devenir ?. Annales de géographie, 680(4), 449-460.

Broggio, C. (2002). La politique de la montagne en France: Représentations, discours et montagne. Hérodote, 107(4), pp. 147-158.

Candau J. & Gassiat A. (2019). Mise en incapacité professionnelle pour contrôler l'accès à la terre agricole. In B.D. L.N. Penser le gouvernement des ressources naturelles, Presses de l'Université de Laval.

Chalvet M. (2011). Une histoire de la Forêt. Seuil, Paris.

Chambru M. (2015). L'engagement proteiforme des militants et des journalistes dans les mobilisations informationnelles antinucléaires. Sciences de la Société, Presses universitaires du Midi, pp.65-82.

Charvolin, F. (2012). L'affaire de la Vanoise et son analyste: Le document, le bouquetin et le parc national. Vingtième Siècle. Revue d'histoire, 113(1), pp. 82-93.

Claeys C., Arnaud A., Lambert M.L. (2017a), The impact of legal vulnerability on environmental inequalities. A case study of coastal populations in Guadeloupe (French Antilles), Académie des sciences, C. R. Geoscience 349 (2017), pp. 351–358.

Claeys C., Giuliano J., Tepongning Megnifo H., Fissier L., Rouadjia A., Lizée C., Geneys C., Marçot N., (2017b), Une analyse interdisciplinaire des vulnérabilités socioenvironnementales : le cas de falaises côtières urbanisées en Méditerranée, NSS, 25:3, pp. 241-254.

Cognard F. (2012), "L'application du concept de «migration d'agrément» aux moyennes montagnes françaises", in M.N., B.P., D.J.F., *Les migrations d'agrément : du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris.

Collectif, (1986). L'esprit des lieux. Localité et changement social en France, CNRS, Paris.

Corrado F. & Durbiano E., (2018) «La Città Metropolitana in Italia: nuovi spazi di dialogo e relazione tra città e montagna », Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine [On line], 106-2.

Corteel D. & Zimmermann B., (2007) «Capacités et développement professionnel », Formation emploi [On line], 98.

Crédoc. (2010). Un désir de renouveau des vacances d'hiver. Enquête «Conditions de vie et Aspirations des Français ». Crédoc, Paris.

De Bellefon R. (2003). Histoire des guides de montagne. Alpes. Pyrénées. ED. Milan.

de Reparaz A. (1989). Les stations de ski «communales» et leur insertion dans le monde rural des Alpes du Sud. Le cas de St-Michel-de-Chaillol, Chabanon, Montclar-Col-St-Jean. In: Méditerranée, troisième série, tome 69, 4. Tourisme rural en montagne: les Hautes-Alpes et les Tatry. pp. 9-16.

Deldrève V., (2015), *Pour une sociologie des inégalités environnementales*, Peter Lang, Bruxelles.

Delorme F. (2014), «Du village-station à la station-village. Un siècle d'urbanisme en montagne », In Situ [On line], 24.

Dupuy G. (2011). Fracture et dépendance : l'enfer des réseaux ? Métropolis, 1:83, pp. 6-23.

Durbiano C. & Barthes A. (2006), «Introduction», *Nouvelles dynamiques du développement rural dans les Alpes du Sud*, Méditerranée, 3/4 :107 [On line].

Ercole R. de, (1994). Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbains : concepts, typologie, mode d'analyse, *Revue de géographie alpine*, 82, 4, pp. 87-96.

Ferreira A., Batey P. (2007), "Re-thinking accessibility planning. A multi-layer conceptual framework and its policy implications", *Town Planning Review*, 78 :4, pp. 429-458.

Fourny M.C. (2018), *Métropoles alpines. Vers une nouvelle alliance entre villes et montagnes ?*, "Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine" [On line], 106:2.

George-Marcelpoil E. et François H. (2012), *De la construction à la gestion des stations*, "Revue de Géographie Alpine | Journal of Alpine Research" [On line], 100:3.

Gilbert C. (2003), *La fabrique des risques*, "Cahiers internationaux de sociologie", 1:114, p. 55-72.

Granet-Abisset A.M. (1997). «Quand la réalité dépasse la fiction : les colporteurs en écriture du Briançonnais », in BB et AMGA, Images et imaginaires en histoire. Actes de la journée d'études organisée le 22 mai 1996 au Centre Pierre Léon. Bulletin du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale, n° 1-2, pp. 47-54.

Granet-Abisset A.M. (2018). Et si la vitesse était la plus grande transformation pour les sociétés (de montagne) contemporaines ? in FG; JDM. Lt., une passion loin des sentiers battus, ALPHIL, Presses universitaires suisses, pp.175-184.

Granet-Abisset A.M. (2010), «Figurer l'archaïsme : le crétin des Alpes ou l'altérité stigmatisante », dans Image de soi, Image de l'autre. Du portait individuel aux représentations collectives, Granet-Abisset, A.M. et Rigaux D., Publications de la MSHAlpes.

Granet-Abisset A.M. (2009), *Risques : la fabrique d'une histoire*, "La revue pour l'histoire", CNRS [On line], 24.

Granet-Abisset A.M. (2012), *Tisser du territoire : Les migrations frontalières entre Piémont et Briançonnais au cours des deux derniers siècles*, "Migrations Société", 140:2, pp. 71-92.

Granet-Abisset A.M. (2006). Des Escartons aux Interreg. Quand le passé est utilisé pour légitimer des recompositions transnationales : l'exemple des Alpes Occidentales In : Concurrence des passés : Usages politiques du passé dans la France contemporaine Presses universitaires de Provence, Aix-en-Provence

Granié A.M., Guétat H. (2006), «L'habiter en montagne aujourd'hui. Les constructions mutuelles des identités individuelles, collectives et des territoires », in L Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe, Peter Lang.

Grémion P., (1976), *Le pouvoir périphérique : bureaucrates et notables dans le système politique français*, Seuil, Paris.

Guillaume A. (2001). *Guillestre, mon pays. Histoire d'un bourg haut-alpin*, Le livre d'histoire-Lorisse, Paris.

Hatt E., Vlès V. (2014). *Mutations socio-environnementales et perspectives d'adaptation des stations de montagne pyrénéenne*, "Sud-Ouest Européen", 37, pp.15-28.

Hewitt K., Mehta M. (2012), *Repenser le risque et les catastrophes dans les régions de montagne*, "Revue de Géographie Alpine | Journal of Alpine Research" [On line], 100-2.

- Ion J. (2012), *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, Paris.
- Lagadec P. (1981), *La civilisation du risque. Catastrophes technologiques et responsabilité sociale*, Le seuil, Paris.
- Larique B. (2006). *Les sports d'hiver en France: un développement conflictuel? Histoire d'une innovation touristique ? (1890 – 1940)*, "Flux", 63-64, pp. 7-19.
- Larrère, R., Lizet, B., Berlan-Darqué, M. (2009), *Histoire des parcs nationaux: Comment prendre soin de la nature ?* Quæ, Versailles.
- Lechartier C. (2005), *Enclavement et nomadisme des tribus de l'Est mauritanien*, "Espace populations sociétés" [On line], 1.
- Leger D., Hervieu B. (1985), "La nature des néo-ruraux", in C.A., *La protection de la nature. Histoire et idéologie*, L'Harmattan, Paris.
- Lévy J. (2003), "Enclavement", in J. L, M. L, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 309-310.
- Lorenzetti L. (2000), *Économie et migrations au XIXe siècle : les stratégies de la reproduction familiale au Tessin*, Bern : Peter Lang Verlag, 1999, 612 p. ; ALBERA, Dionigi ; CORTI, Paola (a cura di), *La montagna mediterranea : una fabbrica d'uomini ? Mobilità e migrazioni in una prospettiva comparata (secoli XV-XX)*, Gribaudi, Cavallermaggiore
- Magnan A., Duvat V., Garnier E., (2012). *Reconstituer les «trajectoires de vulnérabilité » pour penser différemment l'adaptation au changement climatique*, "Natures Sciences Sociétés", 20, 1, pp. 82-91.
- Marié M. et Viard J., (1988), *La campagne inventée*, Actes Sud, Arles.
- Marty A. P. (2016), *Construire la route du Lautaret : un décalage permanent entre des politiques nationales d'aménagement du réseau routier et des enjeux territoriaux locaux*, "Histoire des alpes", 21.
- Mathieu, N. (2016). Modes d'habiter : «Modes d'habiter », «cultures de la nature » : des concepts indissociables, In : *Guide des Humanités environnementales*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.
- Mendras H., (1979), *Voyage au pays de l'utopie rustique*, Actes sud, Arles.

- Meyzenq C. (1984), *La population des Alpes du Sud, un nouvel équilibre ?*, “Revue de géographie alpine”, 72:1, pp. 41-53.
- Moss L. A. G. (1986). *The amenity migrants : seeking and sustaining mountains and their cultures*, consultant & educator, Santa Fe, USA, Cabi.
- Mouret E.S. (2019), *Quand les routes fermées de montagne racontent les territoires. L'exemple du Vercors : entre invisibilités, réappropriations et mises en valeur (XIXe -XXIe siècles)*, “Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine” [On line], 107-1.
- Naaïm-Bouvet F. et Richard D. (2015). *Les risques naturels en montagne*, Quae, Versailles.
- Peretti-Watel P. (2010), *La société du risque*, La découverte, Paris.
- Perlik M. (2018), *Moins de rhétorique régionale, plus de diversité. L'urbanisation des Alpes dans l'intérêt de sociétés cohésives*, “Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine” [On line], 106-2.
- Personne, M. & Vercauteren, R. (2009), “Sens de la fragilité dans l'accompagnement de la personne âgée”, in *MP RV, Accompagner les personnes âgées fragiles : Formes et sens de l'accompagnement*, Eres, Toulouse.
- Petite M. (2014), *Désirs de montagne ?*, “Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine” [On line], 102-3.
- Regoug E. (2006). L'engagement associatif au service de nouvelles ruralités : des mobilisations territoriales dans les Alpes de Haut-Provence, in Barthes A. (dir.) *vivre en Haute Provence Alpine*, IUT de l'université de Provence, Digne-les-Bains, pp. 184-202.
- Roche A. (2018). *Ce que le rural fait au travail social*, “ERES”, 2:22, pp. 33-46.
- Rosenberg H.G. (2014). *Un monde négocié. Trois siècles de transformations dans une communauté alpine du Queyras*. Musée dauphinois/Le monde alpin et rhodanien.
- Rudaz G. (2009). *Recompositions territoriales et gouvernance des régions de montagne*, “Journal of Alpine Research”, [On line] 97-2.

- Sen, A. (1979). «Equality of What? » Tanner Lectures on Human Values, Stanford. University. <http://www.tannerlectures.utah.edu>
- Soulé B. , Lefèvre B., Boutroy E., Reynier V., Roux F., Corneloup J., (2014) *Accidentologie des sports de montagne, état des lieux et diagnostic*, Petzl fondation.
- Subra Ph. (2012), «Les conflits autour de la restructuration des services publics en zone rurale », Sciences de la société, 86, pp. 126-133.
- Taulelle F. (2012), *Ce que nous avons vu en matière de services publics dans les quatre pays de l'étude: le délaissement du territoire*, "Sciences de la société" [On line], 86.
- Theys J., Fabiani J.L., (1987), *La société vulnérable*, Presses de l'Ecole Normale, Paris.
- Turquin O., (2016), *Hybrider ville et nature le rural est mort ! vive le naturbain*, in L.G., *L'hybridation des mondes. Territoires et organisations à l'épreuve de l'hybridation*, Elya, Grenoble.
- Viazzo P.P., Zanini R.C. (2014) , "*Approfittare del vuoto*"?, "Journal of Alpine Research", [On line]102-3.
- Viazzo P.P., Cerri R. (2009), *Da montagna a montagna : mobilità e migrazioni interne nelle Alpi italiane, secoli XVII-XIX*, Zeisciu Centro Studi, Milano.
- Yesguer H. (2009). *Enclavement des espaces ruraux: approche géographique de l'ouverture/fermeture des villages kabyles*. Thèse de Géographie. Université du Havre.

*Le Alte Valli Alpine a rischio di ritorno all'isolamento. Un'analisi basata sulle testimonianze degli attori dell'animazione sociale e culturale del Guillestrois-Queyras*²⁵.

Claeys Cécilia, Aslett Mathilde, Conilh Océane, Frayez Téo e Gilbert Paul

Avec la participation de Aurélie Arnaud²⁶

Introduzione

La vulnerabilità dei territori montani è diventata un luogo comune nelle narrative politiche, mediatiche e scientifiche. Tali narrative contemporanee sulla vulnerabilità della montagna e sulla fragilità delle popolazioni sono caratterizzate da più di un paradosso, le cui origini risalgono almeno al diciannovesimo secolo e lasciano intravedere l'evoluzione tra urbanità e ruralità. Le narrative di ieri e di oggi sulla “vulnerabilità dei territori montani” fanno parte di un processo di “messa a rischio” o di “fabbrica dei rischi” (Lagadec, 1981, Gilbert, 2003). Queste nozioni non negano la realtà materiale dei rischi, ma cercano di mettere in evidenza i processi socio-politici che portano in un dato momento a considerare una questione come problematica e tale questione come rientrante o meno nel registro dei rischi (Gilbert, 2003). La “*fabbrica dei rischi*” mette in luce problematiche concorrenti il cui esito a favore dell'una o dell'altra contribuisce a rimodellare i territori (Rudaz 2009).

Questo capitolo si propone di analizzare le politiche di “*rottura dell'isolamento*” delle Alte valli del sud della Francia come un processo di “fabbrica dei rischi”. A questo fine, ci si basa su una rassegna della letteratura e su un'indagine qualitativa realizzata intervistando professionisti e volontari

²⁵ La traduzione dal francese all'italiano è di Sylvia Grosso.

²⁶ Questo lavoro non sarebbe stato possibile senza il sostegno del progetto Alcotra #Com.viso. Un particolare ringraziamento va agli operatori del territorio che hanno dedicato il loro tempo nella rilevazione sul campo. Grazie a Brigitte Talon, ecologa e co-responsabile del Master in Gestione Sostenibile dei Territori di Montagna (GDTM) per aver avviato e sostenuto questa collaborazione. Grazie a Marie-Christine Monsou per la partecipazione alla supervisione del lavoro degli studenti del Master GDTM che hanno effettuato le indagini sul campo. Grazie al LPED per aver finanziato la traduzione del capitolo.

del Guillestrois-Queyras, le cui missioni di animazione territoriale si pongono come interfaccia tra due aspetti del rischio: popolazioni fragili e territori vulnerabili.

L'interrogativo che guida questa riflessione è il seguente: in che misura le politiche di "rottura dell'isolamento" del Guillestrois-Queyras tenderebbero ad aggravare le vulnerabilità delle comunità (neo)montanare, conducendo *infine* a processi di "ritorno all'isolamento"?

Attraverso il filtro della letteratura e dei nostri materiali empirici, verranno analizzate tre ipotesi: 1. Le politiche pubbliche attuali di lotta contro l'isolamento tenderebbero ad aumentare la vulnerabilità di alcuni territori a beneficio di altri, portando a situazioni di disuguaglianza socio-territoriale. 2. Le nuove politiche di ristrutturazione dei territori montani metterebbero alla prova la "creazione compensativa" rilanciata dai *neomontanari*²⁷. 3. Questo fenomeno di ritorno all'isolamento può essere esacerbato, o al contrario attenuato, da situazioni di accumulo o, inversamente, di compensazione tra le dinamiche di vulnerabilità e di fragilità delle comunità montanare.

Dopo la presentazione del quadro concettuale e dei materiali empirici, i risultati verranno presentati in tre parti corrispondenti a ciascuna delle nostre ipotesi. 1. La creazione della *rottura dell'isolamento* come problema di ambito pubblico: specificità e resistenza alpina. 2. La creazione compensativa neomontanara di fronte alla sfida della ricomposizione territoriale. 3. La (ri-)messa a rischio dei (neo)montanari: dinamiche di vulnerabilità e/o di fragilità.

Quadro concettuale

A partire dagli anni '60/'70, il declino demografico degli agricoltori da un lato e l'arrivo delle popolazioni urbane nelle zone rurali dall'altro hanno posto fine alla quasi millenaria sinonimia tra mondo agricolo e ruralità.

Questo cambiamento senza precedenti ha suscitato una proliferazione lessicale, nel tentativo di una definizione: *neo-rurali*, *rurbani*, *naturbani* e più specificamente per i territori che qui ci interessano, *neomontanari* (Bauer & Roux, 1976; Leger & Hervieu 1985; Viazzo e Zanini, 2014; Turquin, 2016). Al di là della diversità interna di queste categorie, tutte si riferiscono

27 L'espressione è di Françoise Cognard (2012).

a processi di "amenity migration" (Moss, 2006), le cui motivazioni sono principalmente qualitative: "rifiuto delle condizioni di vita urbana, messa in discussione del posto di lavoro, maggiore valorizzazione dell'ambiente naturale, della cultura, del tempo libero e del benessere" (Cognard, 2012). Questi mutamenti demografici contribuiscono a ridefinire il rapporto con i territori, con i "modi di vivere"²⁸, così come il rapporto con l'ambiente e con i rischi (Barthes, 2008; Martin et al. 2012, Hewitt & Mehta, 2012; Naaim-Bouvet & Richard, 2015).

La nozione di vulnerabilità fa parte del trittico "Rischio = Pericolosità*Vulnerabilità". La pericolosità è definita come la probabilità che un evento si verifichi (inondazione, valanga, guerra, crisi economica...) e la vulnerabilità come l'insieme dei fattori materiali e immateriali che portano all'esposizione di persone e beni al verificarsi di un tale evento (d'Ercole, 1994; Peretti-Watel, 2010). La vulnerabilità di una persona o di una comunità non è fissa, ma può cambiare nel tempo, dando luogo a "dinamiche di vulnerabilità" (Magnan et al. 2012). L'affermazione secondo la quale "un tempo le società montanare sapevano vivere con il rischio" è diventata negli ultimi anni un leitmotiv, basata sull'osservazione, ampiamente verificata, della capacità delle società montanare di adattare ingegnosamente le proprie strutture sociali, culturali, economiche e architettoniche alle specificità dei loro territori particolarmente esposti ai rischi naturali (Granet-Abisset, 2009; Hewitt & Mehta, 2012; Blanchard 2014). Ma questa affermazione tende ad ignorare che i montanari hanno anche spesso pagato con i propri beni e la propria vita il prezzo di tale convivenza con le forze della natura: le società montanare in realtà non convivevano con i pericoli ma esistevano malgrado questi. È quindi importante non idealizzare o sopravvalutare una "cultura del rischio" del tempo che fu, di cui le società contemporanee sarebbero invece totalmente prive. Per questo motivo il presente documento propone un'interpretazione in termini di "dinamiche di vulnerabilità".

La fragilità, invece, sarebbe "assimilabile ad uno stato della persona che sarebbe, per molteplici ragioni, limitato e con una capacità ridotta di rispondere ad un'"aggressione", sia interna che esterna" (Personne & Vercauteren, 2009). Questa fragilità è interna all'individuo, iscritta nel suo corpo e nella sua mente.

28 Dopo Nicole Mathieu (2016), il concetto di modo di vivere è qui utilizzato "per farci comprendere tutte le relazioni che si instaurano tra questi due poli, generalmente pensati separatamente: luoghi e ambienti da un lato, individui e popolazioni dall'altro".

Il concetto di fragilità viene utilizzato principalmente nel campo della sanità pubblica e nel sociale. Può tuttavia collegarsi alla nozione di "*capabilities*", che esso ricomprende senza inglobarlo completamente (Sen, 1979). Seguendo la strada aperta da Jacqueline Candau e Anne Gassiat (2019), adotteremo qui l'approccio "*socializzato*" alle "*capabilities*" sviluppato da Delphine Corteel e Bénédicte Zimmermann (2007) che implicano "uno spettro di scelta individuale, opportunità reali, la loro conversione in realizzazioni efficaci, un potere di agire sostenuto da supporti collettivi, e infine la possibilità per gli [individui] di esprimere le proprie preferenze e di promuoverle".

La nozione di fragilità è vicina a quella di vulnerabilità senza tuttavia esserne sinonimo. Una persona che non soddisfa le caratteristiche di fragilità può essere vulnerabile in quanto adotta stili di vita che la espongono per esempio alle valanghe (ad es. praticando lo sci-alpinismo) o alle inondazioni (ad es. vivendo in zone a rischio di alluvione). In questo capitolo proponiamo la nozione di "dinamica di *fragilità*" per sottolineare che la fragilità è uno stato che può cambiare nel tempo. Questa nozione di "*dinamica di fragilità*" corrisponde a quella di "*dinamica di vulnerabilità*" proposta da Magnan et al (2012). Si tratterà di comprendere i processi di accumulo o di compensazione tra questi due registri di dinamiche. La letteratura ha ampiamente riportato il ripetersi di situazioni di accumulo tra diverse forme di vulnerabilità sociali, culturali, economiche ed ambientali. Quando questa combinazione associa vulnerabilità sociali e ambientali, porta a situazioni di disuguaglianza ambientale (Deldrève, 2015; Claeys et al. 2017a). Nell'ambito di questo capitolo, si tratterà inoltre di osservare gli effetti di accumulo o meno tra vulnerabilità e fragilità, sulla base di una problematica specifica, quella dell'isolamento dei territori montani.

L'isolamento si definisce come "*un contrario dell'ubiquità*", una configurazione che rende le distanze difficilmente sormontabili (Lévy, 2003). Queste distanze possono essere materiali (territoriali, temporali, organizzative) e/o simboliche (politiche, culturali, sociali, cognitive) (Lechartier, 2005; Yesguer, 2009). Occorre distinguere tra accessibilità fisica e accessibilità sociale. Ferreira e Batey (2007) propongono di farlo utilizzando i concetti di "*accessibilità dei luoghi*" e "*accessibilità delle persone*". Da questo punto di vista, l'isolamento è una forma specifica di disuguaglianze socio-territoriali e ambientali.

Campo di studio e metodologia

L'analisi proposta in questo capitolo si basa su una rassegna della letteratura nelle scienze umane e sociali, su un'analisi dei testi giuridici e delle organizzazioni politiche, nonché su un'indagine sul campo che combina interviste semidirettive, osservazioni partecipative e dirette.

Il corpus di dati sul campo comprende 15 interviste semidirettive e l'osservazione di due riunioni. Le interviste sono state condotte nel novembre 2018 ed hanno coinvolto 10 dipendenti o volontari di associazioni impegnate in attività sociali e culturali e 5 dipendenti dei loro principali partner appartenenti a strutture pubbliche locali. Il campione è stato costruito sulla base del principio del collegamento in rete. Il punto di partenza è stata la struttura associativa francese co-partner del progetto europeo #Com.Viso, l'*Association Culturelle Sociale et Sportive du Queyras* (ACSSQ) e sono in seguito stati incontrati diversi partner direttamente o indirettamente coinvolti nel progetto europeo. Le interviste sono state condotte principalmente nella zona del Guillestrois-Queyras e in modo complementare nella regione di Briançon. Questo capitolo si concentra sul Guillestrois-Queyras. Le interviste condotte a Briançon sono qui analizzate in una logica di confronto con il Guillestrois-Queyras.

Ad integrazione, l'incontro di presentazione dei primi risultati dell'indagine svoltasi a Eyglie nel marzo 2019 è stato oggetto di un'osservazione partecipante. Infine, un incontro pubblico tenutosi il 28 maggio 2019 a Saint-Véran relativo ad un progetto di sviluppo territoriale è stato oggetto di osservazione diretta.

Risultati e analisi

Il processo di rottura dell'isolamento come problema pubblico: specificità e resistenze alpine

Le alte valli alpine sono state a lungo oggetto di approcci via via, se non contemporaneamente, squalificanti o esaltanti. Ad un estremo si trova la figura del "cretino delle Alpi", che stigmatizza società montane isolate e arretrate che hanno irrazionalmente sfruttato le risorse naturali. All'altro estremo c'è la figura del "vigoroso montanaro", dalla vita semplice e autentica, in armonia con la natura, della quale sarebbe un umile conoscitore. Storici e sociologi hanno da allora dimostrato l'infondatezza della prima figura e idealizzato la seconda (Granet-Abisset 2010; Bozonnet & Fischesser, 1985). Lo screditamento iniziale e la successiva musealizzazione delle comunità montane hanno contribuito a giustificare l'appropriazione materiale e simbolica dei territori montani da parte degli abitanti delle città a loro beneficio. Gli investimenti urbani nei territori montani si sono

sviluppati nel corso dei secoli, attraverso politiche statali di rimboschimento, sfruttamento del “carbone bianco”, poi sviluppo del turismo, dai primi alpinisti alle moderne stazioni sciistiche nate dal Piano neve²⁹, ma anche attraverso politiche di istituzione di aree naturali protette (Delorme 2014; Bourdeau et al. 2011; Veitl, 2013; Larrère et al. 2009; de Bellefon, 2003; Kalaora e Savoye, 1986). Ogni volta, tali investimenti urbani sono stati associati a politiche di "rottura dell'isolamento" dei territori montani, adattate alle risorse tecniche e finanziarie di ogni epoca.

Il moderno “processo di rottura dell'isolamento” della Francia come problema pubblico trova le sue origini nel libro di Jean-François Gravier *"Paris et le désert français"*, pubblicato nel 1947. Questo geografo ha ispirato la politica di pianificazione territoriale avviata dal Generale De Gaulle all'indomani della seconda guerra mondiale. Nei territori montani, l'“oro bianco” è il tema principale (Bourdeau, 2007; George-Marcelpoil & François, 2012; Delorme 2014). Le Alpi del Nord hanno oggi più di 300 stazioni sciistiche e dispongono di alcuni dei più grandi comprensori sciistici del mondo. Anche se su scala minore, le Alpi del Sud hanno anch'esse costruito la loro quota di interventi turistici (de Reparaz, 1989). Il dipartimento delle Hautes-Alpes annovera da solo una ventina di stazioni sciistiche, sette delle quali si trovano nella nostra area di ricerca, la regione del Guillestrois-Queyras. Si tratta di piccole località di villeggiatura per famiglie, costruite principalmente negli anni '60 e '70³⁰.

La vittoria della sinistra alle elezioni presidenziali del 1981 viene ad incidere su queste politiche di sviluppo territoriale incentrate sulla pianificazione centralizzata. La Legge montagna del 1985³¹ è infatti concepita come un laboratorio di decentramento (Broggio, 2002), sostiene lo *"sviluppo locale"* in un *"approccio di autosviluppo"* volto a *"consentire alle popolazioni locali e ai loro rappresentanti eletti di acquisire i mezzi e il controllo del proprio sviluppo per stabilire, nel rispetto dell'identità culturale montana, la parità*

29 La denominazione "piano neve" si riferisce alle politiche pubbliche per lo sviluppo delle montagne francesi attuate a partire dagli anni '60 con l'obiettivo di incoraggiare il turismo invernale di massa. In questo contesto, sono state create 23 stazioni sciistiche e sono state sviluppate 20 stazioni preesistenti.

30 Per alcune di queste stazioni invernali del Queyras, una prima generazione di impianti di risalita sparsi era stata finanziata da investitori locali fin dal 1937.

31 Legge n. 85-30 del 9 gennaio 1985 relativa allo sviluppo e alla protezione della montagna.

*di reddito e delle condizioni di vita*³².....", incarnando una volontà di rafforzare le capabilities degli attori del territorio.

Uno degli obiettivi della Legge Montagna del 1985 era *"adattare e migliorare le strutture e i servizi per fornire alle popolazioni di montagna servizi comparabili a quelli disponibili nel resto del paese"*³³. Tuttavia, a partire dagli anni '90, tale volontà di sviluppare i servizi pubblici nelle zone montane è stata messa in discussione da politiche di ristrutturazione volte a ridurre la spesa pubblica. Questa "ristrutturazione" si è tradotta, in particolare, nella chiusura di scuole, ospedali, uffici postali e altre strutture dei comuni rurali meno densamente popolati³⁴.

In questo contesto, gli obiettivi in materia di dotazione di servizi dei comuni montani, così come formulati nella Legge Montagna del 1985, vengono rivisti a favore di politiche di contrasto all'isolamento. Una certa dissonanza tra lo *"spirito della legge"*³⁵ Montagna del 1985 e queste nuove politiche di rottura dell'isolamento non è sfuggita al legislatore al momento della riformulazione della legge Montagna, nel 2016, dando luogo ad un esercizio di adeguamento. Il principio di *"autosviluppo"* rimane, lo *"sviluppo locale"* diventa *"sviluppo equo e sostenibile"*. Il trattamento delle strutture di servizio pubblico è rivisto al fine di *"rivalutare il livello dei servizi pubblici e dei servizi rivolti al pubblico nelle zone montane e garantirne la durabilità, la qualità, l'accessibilità e la prossimità, tenendo conto - in particolare per quanto riguarda l'organizzazione scolastica e la fornitura di cure e trasporti - dei tempi di percorrenza e delle specificità geografiche, demografiche e stagionali delle aree montane"*³⁶. Non si tratta più di sostenere l'installazione di servizi pubblici, ma di garantirne l'accessibilità, che diventa il vero leitmotiv delle politiche di lotta all'isolamento. Queste politiche contemporanee contro l'isolamento delle aree montane si basano su tre assiomi impliciti che devono essere esaminati alla luce degli schemi di analisi delle scienze umane e sociali.

32 Articolo 1 della legge 9 gennaio 1985, n. 85-30, relativa allo sviluppo e alla protezione della montagna.

33 Articolo 1 della legge 9 gennaio 1985, n. 85-30, relativa allo sviluppo e alla protezione della montagna.

34 Nel 2007, questa politica è stata rinominata *"Riforma generale delle politiche pubbliche"* (RGPP) e dal 2012 è stata sostituita da *"Modernizzazione dell'azione pubblica"* (MAP).

35 La formula *«lo spirito delle leggi»* è di Montesquieu.

36 Art. 13 della legge del 26 dicembre 2016.

Secondo il primo assioma implicito di tali politiche, l'isolamento delle alte valli delle Alpi del Sud sarebbe un'eredità storica che spiegherebbe il loro "ritardo" nello sviluppo. Tuttavia, gli storici hanno dimostrato che le popolazioni montane hanno sempre circolato, grazie a scambi economici, culturali e matrimoniali che hanno intessuto legami tra valli transfrontaliere e tra pianure e valli (Granet-Abisset 2012; Viazzo & Cerri, 2009; Lorensetti, 2000; citati da Granet-Abisset). L'isolamento delle valli alpine sarebbe quindi maggiormente dovuto ad una concezione contemporanea urbanocentrica che confonderebbe lontananza e isolamento (Granet-Abisset, 2018; Yesguer, 2009). I senatori Alquier e Biver (2008) sostengono che *"le Alpi del Sud sono un caso da manuale in termini di isolamento"* ed auspicano la rapida concretizzazione di progetti di sviluppo come il collegamento autostradale tra Sisteron e Grenoble e il tunnel ferroviario sotto il Monginevro. Tuttavia, questi due progetti collegherebbero tra loro le città senza interessare le alte valli, riproducendo pertanto un modello storico che risale almeno al periodo napoleonico (Marty, 2016).

Le aree rurali oggi definite isolate dalle politiche pubbliche sarebbero di fatto essenzialmente aree non più dotate di servizi a causa del ritiro dei servizi pubblici dalle aree montane avvenuto in nome della razionalizzazione economica. La chiusura di strutture pubbliche, iniziata negli anni '90, ha subito un'accelerazione all'inizio degli anni 2000. La nostra area di studio rientra in questo caso. Negli ultimi anni, il Queyras ha assistito alla chiusura di molte scuole elementari (Pierre Grosse, Château-Queyras) oppure al raggruppamento di istituti scolastici (Saint-Véran e Molines). Tali chiusure di istituzioni pubbliche tenderebbero a produrre effetti a catena favorendo la chiusura di strutture private (Subra, 2012), come ad esempio lo studio medico di Molines³⁷. L'isolamento "storico" dei territori montani sarebbe piuttosto il prodotto del loro *"abbandono"* contemporaneo (Taulette, 2012). E, le *"ipotesi di desiderabilità generale di connessione alla rete e di massimizzazione delle opportunità offerte dalla rete"* (Dupuy, 2011) sono messe in discussione dalle aspirazioni locali al mantenimento delle strutture pubbliche nelle aree montane rurali e più in generale al riconoscimento della specificità della ruralità montana, come evidenziato da questo intervistato: *"Sono legato al mondo rurale montano perché credo che sia stato in qualche modo abbandonato per diversi decenni da una politica di promozione dello sviluppo urbano [.....] Quello che vorrei fare attraverso il mio modesto ruolo è agire affinché questo territorio ritrovi finalmente motivi di speranza e non si senta completamente abbandonato."*

37 Informazioni fornite dall'ACSSQ.

La questione della desertificazione sanitaria, in particolare, sta diventando sempre più importante, come sottolineano queste due intervistate. "Abbiamo un problema di medico di medicina generale, abbiamo un grosso problema con uno specialista oculista, l'offerta sanitaria sta diventando sempre più esigua. Così ora avverto davvero questa sensazione di isolamento", spiega la prima. E la seconda fa riferimento al caso dell'ospedale di Aiguille: "Era un ospedale locale. C'era un reparto maternità, assistenza, un certo numero di posti letto, aveva davvero una vocazione ospedaliera. Poi con la ristrutturazione e con i costi rappresentati dagli ospedali, la maternità è stata chiusa.....". Anche l'animazione sociale avrebbe sofferto di queste logiche di ristrutturazione, come sottolinea con preoccupazione questa animatrice del settore giovanile: "Qui [Queyras]hanno comunque chiuso tutte le sale destinate ai giovani.... In quasi tutti i piccoli comuni".

In base al secondo assioma delle politiche pubbliche di riduzione dell'isolamento, la soluzione sarebbe la mobilità. Tale "pressione per la mobilità" (Beauchamps, 2009) fa parte dal 1995 del quadro giuridico francese in cui il criterio distanza-tempo è in concorrenza con quello della distanza euclidea. Infatti, la legge Pasqua del 1995 ha³⁸ fissato l'obiettivo che "nel 2015, nessuna parte del territorio metropolitano continentale francese sia a più di 50 chilometri o a 45 minuti di auto da un'autostrada o da una superstrada a due corsie in continuità sulla rete nazionale, o da una stazione servita dalla rete ferroviaria ad alta velocità". I piani generali per i servizi di trasporto (1999), e in seguito il Comitato interministeriale per l'assetto e lo sviluppo territoriale (2003), che sono succeduti alla legge Pasqua, perpetuano questa pressione per la mobilità. Tale accezione dell'accessibilità riduce la distanza-tempo ma tende ad aumentare la distanza-costi. Autostrade e treni ad alta velocità sono infatti modalità di trasporto più costose per gli utenti rispetto alle strade e alle linee ferroviarie tradizionali. Ora, quando la riduzione della distanza-tempo comporta un aumento della distanza-costi, questo sfocia in un approccio economicamente discriminatorio all'accessibilità che genera disuguaglianze socio-territoriali (Beauchamps, 2009; Dupuy, 2011). L'aumento della distanza-costi può discriminare i (neo)montanari a seconda delle loro possibilità economiche. Inoltre, o addirittura in primo luogo, esso discrimina i residenti rispetto ai turisti. I turisti sono infatti i più soggetti all'esigenza di ridurre le distanze-tempi, mentre sono i meno vincolati dall'aumento delle distanze-costi, a causa del

38 Articolo 17 della legge n. 95-115 del 4 febbraio 1995 sugli orientamenti per la pianificazione e lo sviluppo territoriale.

loro livello di reddito³⁹. Inoltre, il finanziamento delle grandi reti nazionali tende ad essere realizzato a scapito del finanziamento delle reti locali, in particolare delle linee ferroviarie di montagna (Mestre, 2008).

Privilegiando l'accessibilità fisica a scapito dell'accessibilità sociale, queste politiche pubbliche tendono a indurre processi di "*indebolimento delle capabilities*" (Candau & Gassiat, 2019). Le persone fragili sono particolarmente vulnerabili a questi processi (Fol, 2005). Ad esempio, questo intervistato riporta il caso di un residente di Ceillac che è soggetto agli orari dei trasporti pubblici incentrati sulla domanda turistica: "*è ipovedente, quindi non ha la patente di guida. Quando arriva a Guillestre, non ci sono più autobus per raggiungere Ceillac in questa stagione. Ce ne sono solo durante le vacanze. Il vincolo della mobilità è enorme. E favorisce l'isolamento*".

Questo secondo assioma implicito ha un effetto perverso, il che significa che "*in termini di reti, divario e dipendenza sono collegate in modo inverso ma indissolubile. Non si può ridurre il divario senza aumentare la dipendenza*" (Dupuy, 2011). Questo effetto perverso può essere osservato anche nel campo delle reti Internet, invocate come pilastro fondamentale delle politiche di riduzione dell'isolamento. Ebbene, i territori oggetto dello studio, come la maggior parte delle zone rurali lontane dalle grandi aree urbane, soffrono di quello che viene definito il "*divario digitale*" secondo il quale la qualità di connessione a internet è proporzionale al numero di abitanti e quindi di clienti per gli operatori (Beauchamps, 2009; Dupuy, 2011). Come afferma questa operatrice del settore associativo, "*Questa è una preoccupazione perché oggi tutte le procedure sono smaterializzate, abbiamo necessariamente bisogno di internet. E se volete mettervi in contatto con la vostra famiglia, skype è comunque interessante..... Tutte queste sono cose che molte persone non hanno nel Queyras. Hanno il computer, hanno la connessione internet, ma non funziona*".

Infine, secondo il terzo assioma implicito delle politiche pubbliche, la situazione di isolamento contrappone al resto del territorio un'area mal connessa, per di più "sottosviluppata" (assioma 1) e "isolata" (assioma 2). Le situazioni di isolamento sono qui considerate *de facto* asimmetriche (Lechartier, 2005). Per i senatori Alquier e Biwer (2008), "*una vera rottura dell'isolamento significherebbe poter avere effettivamente accesso ad un*

39 Nonostante la massificazione delle attività ricreative, andare in vacanza è ancora molto discriminatorio dal punto di vista sociale, soprattutto quando si tratta di vacanze sportive invernali. Tra il 7% dei francesi che vanno in vacanza per dedicarsi agli sport invernali almeno una volta ogni due anni, i dirigenti sono in grande maggioranza (Crédoc, 2010).

centro urbano o economico". Una tale concezione dell'uscita dall'isolamento fa dell'urbanità e dell'economia di mercato i riferimenti della desiderabilità sociale. La concezione urbanocentrica delle politiche pubbliche di lotta contro l'isolamento fa quindi parte di una logica neoliberale ispirata all'economia standard, che definisce l'isolamento come "la mancanza di accesso al mercato in una determinata area" (George e Verger, 1996, citati da Yesguer, 2009).

Questa visione urbanocentrica e neoliberale non è unanimemente accettata nei territori montani in generale e nel Queyras-Guillestrois in particolare (Guillaume, 2001; Bourdeau, 2007; Rosenberg, 2014). Molti dei nostri intervistati addirittura rivendicano questa *lontananza della montagna* e le specificità che essa induce, ad esempio: "*[la lontananza] è un problema ed è anche un vantaggio! [...]. Penso che sia piuttosto una risorsa. Proprio perché ha permesso a questa magnifica regione di rimanere preservata e di essere ancora a misura d'uomo, a misura dei suoi abitanti, e questo è estremamente importante.*

La "creazione compensativa" (neo)montanara di fronte alla sfida della ricomposizione territoriale.

Il rapporto tra urbanità e ruralità montana fa riferimento ad una dialettica, in quanto si basa su una tensione tra opposizione e complementarità. Gli storici sottolineano che, sebbene lo spopolamento delle zone rurali abbia fortemente colpito le alte valli alpine, non si è trattato solo di un processo di deterritorializzazione, ma che esso ha tra l'altro contribuito alla creazione di reti, anche transfrontaliere, tra attori economici, con i loro movimenti di beni, di conoscenze, di know-how, di manodopera e di persone, il che smentisce il presupposto di un isolamento storico delle valli, e persino di quelle a quote più elevate (Granet-Abisset 2012; Viazzo & Cerri, 2009; Lorensetti, 2000; citati da Granet-Abisset).

Tale dialettica città-montagna si è evoluta nel tempo senza tuttavia scomparire (Bourdeau, 2011; Corrado & Durbiano, 2018; Fourny, 2018; Perlik, 2018). A partire dai "Trenta gloriosi anni" dell'espansione economica, le Hautes-Alpes fanno registrare un aumento del numero di abitanti permanenti ed un mutamento demografico storico. Questa crescita demografica è in un primo tempo favorevole alle città e agli agglomerati urbani, mentre prosegue un forte esodo rurale. Durante gli anni '80, la tendenza tende ad invertirsi, assumendo l'aspetto di "*rivincita delle aree rurali*" (Claude Meyzenq, 1984). Questa "*voglia di montagna*" riguarda

l'intero arco alpino, con diverse realizzazioni a seconda delle regioni (Petite, 2014; Viazzo e Zanini, 2014). Tutti i comuni del Guillestrois-Queyras hanno visto il loro numero di unità abitative quintuplicare tra il 1968 e il 2015. Le seconde case e le abitazioni occasionali ne costituiscono la maggior parte. Ma l'aumento riguarda anche le residenze principali, il cui numero raddoppia tra queste due date, passando da 1.608 a 3.786 unità. Il numero di abitanti permanenti è pertanto aumentato da 5.346 a 8.124 fino al 2010. Per tutto questo periodo, il bilancio naturale è positivo, ma la crescita si spiega soprattutto grazie ad un forte saldo migratorio positivo ⁴⁰.

Il dinamismo demografico del Guillestrois-Queyras, che è stato particolarmente significativo negli anni 70-80 e non è mai venuto meno fino al 2010, evidenzia una nuova desiderabilità di tali territori. Quest'ultima si è forgiata in opposizione ai modelli urbani e liberali, restituendo alle alte valli alpine il loro ruolo storico di rifugio, non più per popolazioni in fuga dall'oppressione politica o religiosa, ma per gli abitanti delle città in cerca di modi diversi di vivere.

Dagli anni '70, questi neo-montanari (*"Approfittare del vuoto"*, Viazzo e Zanini, 2014), contribuiscono alla ricomposizione sociale e territoriale (Durbiano e Barthes, 2006; Granié e Guétat, 2007; Barthes, 2008). Queste *utopie neomontanare* ⁴¹ si nutrono di una storia locale che per l'occasione ha acquisito lo status di elemento patrimoniale: gli Escartons incarnano la capacità di autogestione democratica delle antiche società montanare, mentre i "venditori ambulanti di sapere", cioè i maestri di scuola, evidenziano un certo egualitarismo montanaro nell'accesso al sapere (Granet-Abisset, 1997, 2006). Queste figure storiche vengono nuovamente fatte proprie dalle dinamiche associative neomontanare che, senza che vi sia una idealizzazione certa, le costituiscono come riferimenti socio-culturali e politici, declinati nella logica contemporanea di "progetti", "scambi di esperienze", "cooperazione transfrontaliera" (Granet-Abisset, 2006, 2012; Rudaz, 2009). Questo intervistato, ad esempio, descrive i programmi italo-francesi gestiti dalla sua associazione come aggiornamenti di antiche forme di aggregazione sociale transfrontaliere: *"Ricreiamo programmi transfrontalieri affinché le persone possano incontrarsi. Una volta non c'era bisogno di tutto ciò, le persone si incontravano naturalmente. Gli abitanti del Queyras andavano a ballare in Italia [...] Gli italiani a quell'epoca non avevano la macchina e si muovevano a piedi, fermandosi 10 km dopo il colle [Colle dell'Agnello] a*

40 <https://www.insee.fr>, consultato il 20 maggio 2019.

41 La formula "utopia neo-montanara" fa qui riferimento al libro di Henri Mendras (1979) *"Voyage au pays de l'utopie rustique"*.

condividere un po' di formaggio e un bicchiere di vino rosso con le persone del posto". Questi neomontanari attingono dal patrimonio naturale e culturale delle alte valli alpine un insieme di supporti identitari che determinano un mutamento nella permanenza, che Viazzo e Zanini (2014) chiamano "etnicità diffusa".

Nel Guillestrois-Queyras, gli attori dell'animazione socio-culturale che abbiamo incontrato provenivano da tali dinamiche residenziali in tutta la loro diversità, condividendo con modalità diverse tale dinamica di *amenity migration*. Questa intervistata che vive nel Guillestrois per scelta ha un lapsus rivelatore: *È davvero un territorio che sento mio*", affermando poi che *"è veramente un luogo dove mi sento bene con me stessa. Abbiamo davvero un ambiente insostituibile"*.

Tra i professionisti e i volontari delle attività sociali e culturali che abbiamo incontrato, l'argomento della ricerca di un ambiente di vita migliore si coniuga con il quadro di riferimento del mestiere-passione. Ad esempio, questa dipendente di un'associazione commenta la permeabilità tra il professionale e il personale che caratterizza il suo lavoro: *"Personale e professionale e non sono la stessa cosa, ma si fondono con l'uno l'altro e di fatto siamo emotivamente coinvolti [.....] Solo per fare un esempio, l'ultima volta che abbiamo organizzato un soggiorno con i giovani, per una settimana è stato un po' come se si trattasse dei nostri figli"*. Questo atteggiamento etico tende ad essere associato all'accettazione di una remunerazione più bassa a fronte di una sovraqualificazione. Allo stesso tempo, gli intervistati evidenziano le opportunità di lavoro riscontrate nella regione del Guillestrois-Queyras, che spesso hanno saputo creare da soli, lavorando sulla propria "occupabilità" o addirittura sulla propria "auto-occupazione" (Corteel & Zimmermann, 2007). Infatti, a livello delle Hautes-Alpes, il mondo associativo genera il 16,1% dell'occupazione dell'intero settore privato del dipartimento, che è superiore al 9,7% osservato su scala nazionale⁴².

In questo modo, le dinamiche associative neomontane hanno gradualmente assunto funzioni di servizio pubblico, compensando il disimpegno dello Stato. La storia dell'*Association Culturelle Sociale et Sportive du Queyras* (ACSSQ) è particolarmente significativa. Questa associazione, creata nel 1982 con l'obiettivo di salvaguardare un importante elemento patrimoniale culturale locale, il Forte Queyras, ha successivamente ampliato i propri ambiti di intervento, rispondendo agli incentivi pubblici per lo sviluppo

42 <https://www.associations.gouv.fr>, consultato il 29 maggio 2019.

locale ispirati negli anni '80 dalla legge sulla montagna e ora incorporati nei programmi europei. Pur non essendo stata in grado di raggiungere il suo obiettivo iniziale di acquisto del forte, l'ACSSQ ha in compenso sviluppato un'ampia gamma di competenze nel campo delle attività sociali e culturali. Questo passaggio dalla valorizzazione di un patrimonio architettonico all'animazione sociale e culturale è il risultato di una volontà di cogliere delle opportunità. L'associazione ha sviluppato in particolare quella che Françoise Cognard (2012) definisce "*creatività compensativa*". Questa creatività compensativa è l'arte di trasformare la debolezza che caratterizza un territorio in opportunità, o addirittura in punto di forza, come testimonia con umorismo ed entusiasmo questa collaboratrice del settore associativo: "*Inoltre, questo [allontanamento] può essere fonte di opportunità nel senso che si viene percepiti come dei poveretti..... "Oh, mio Dio! Siete in fondo al Queyras, è la morte civile! Siete in una zona di rivitalizzazione rurale, in un territorio isolato! Oh, mio Dio, è un buco sperduto! "E come risultato, le persone si sentono dispiaciute per te e ti danno dei soldi per organizzare delle dinamiche! Noi non solo andiamo a cercarli, ma li accettiamo e addirittura ci facciamo qualcosa di magico! In fin dei conti, se ci sono così tante cose che accadono a livello del centro sociale è anche perché siamo percepiti come persone svantaggiate nella vita! "*".

Queste dinamiche associative neomontanare hanno preso il posto lasciato più o meno vacante dall'indebolimento del tessuto agricolo locale e delle sue tradizionali reti socio-politiche, ma hanno anche saputo competere con le vecchie logiche da notabili⁴³ (Collectif, 1986; Marié e Viard, 1988). Questa operatrice dice a proposito del rapporto tra montanari e neomontanari: "*le persone che oggi sono attori di questo territorio del Guillestrois-Queyras non sono più gli autoctoni, sono persone che vengono da altrove, che hanno portato un nuovo dinamismo, che vengono da Parigi, Lione, Marsiglia e sono venuti a stabilirsi qui [...] Ma il lato negativo è che con la gente di qui la connessione non è sempre facile*".

Le dinamiche associative avviate dai nuovi montanari sono caratterizzate da strutturazioni in reti e da "*impegni multiformi*" (Chambrou, 2015). Questa dipendente afferma: "*da quando sono qui, sono collegata a una grande rete e questo mi facilita enormemente.*" Come osserva questo operatore che si occupa del settore giovanile, "*I progetti per i giovani sono buoni, però hai bisogno di una quantità incredibile di partner, quindi io lavoro*

43 Il famoso "*potere periferico*" descritto da Pierre Grémoin (1976).

costantemente in rete, faccio parte di un sacco di reti a livello di mobilità internazionale".

In compenso, gli intervistati sono unanimi nel sottolineare i limiti e gli effetti perversi delle modalità di finanziamento attraverso bandi di gara, resi sistematici dai programmi europei. Gli attori associativi hanno sviluppato competenze efficaci nella formulazione delle risposte a tali bandi di gara, il che li porta a puntare sempre più spesso sulle questioni transfrontaliere. Ma devono affrontare il sovraccarico di lavoro indotto dalle incombenze amministrativo-finanziarie richieste dai progetti che li allontanano dalla loro attività principale. Inoltre, questo modo di operare attraverso i bandi di gara rende difficile garantire la durabilità delle azioni sociali e culturali. Questo intervistato dichiara: *"Prima avevamo qui una rete che era molto potente ... ai tempi del progetto "Envie d'agir" [.....]. Il giorno in cui non abbiamo più avuto questo strumento, la rete è scomparsa.* Un'altra interlocutrice ha fatto la stessa osservazione, nella speranza di trovare una soluzione: *"Una volta finiti i finanziamenti, abbiamo chiuso, si tornava alla nostra vita di tutti i giorni, alla nostra routine quotidiana e, purtroppo, tutta questa energia e questa progettualità che si stava costruendo, non esisteva più. Quello che vorrei oggi [...] con i volontari della struttura, è che questo progetto possa proseguire.*

Infine, il recente sviluppo dell'intercomunalità comporta un riposizionamento delle associazioni locali impegnate in missioni di servizio pubblico. L'intercomunalità mira a raggruppare i comuni in seno ad un ente pubblico che consente la condivisione di alcuni servizi e può elaborare progetti di sviluppo territoriale di più ampio respiro⁴⁴. In Francia, la prima legge che prevede forme di intercomunalità risale al 1890. Gli sviluppi giuridici della seconda metà del XX secolo hanno facilitato ed incoraggiato la cooperazione intercomunale. Il secondo decennio del XXI secolo segna una svolta in due fasi. Nel 2010, la legge sulla riforma degli enti locali⁴⁵ rende obbligatoria l'adesione a un'intercomunalità. Poi, a partire dal 2015, la cosiddetta legge "NOTRe"⁴⁶ raccomanda *"un'intercomunalità rafforzata"* che comporta una ridefinizione territoriale in nome, ancora una volta, della razionalizzazione della spesa pubblica. In questo contesto, nel 2016 avviene la fusione intercomunale tra Guillestrois e Queyras, che modifica i livelli di azione e pone il quesito della legittimità degli attori. Tuttavia, come

44 <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1346>

45 Legge n° 2010-1563 del 16 dicembre 2010 sulla riforma degli enti locali.

46 Legge n° 2015-991 del 7 agosto 2015 relativa alla riorganizzazione territoriale della Repubblica.

sottolinea Rudaz (2009), *"Queste nuove delimitazioni istituzionali non corrispondono necessariamente ai modelli operativi delle popolazioni locali"*, come afferma questo intervistato: *"Oggi abbiamo 16 comuni con problematiche un po' diverse. Con un Queyras che è molto, molto rurale, con un insediamento molto sparso. E un Guillestrois che, pur rimanendo rurale, ha ancora piccoli capoluoghi con caratteristiche urbane"*.

Questa ristrutturazione intercomunale costringe le associazioni che forniscono servizi a riposizionarsi, in modo non sempre indolore. Gli attori associativi intervistati esprimono preoccupazione per la nuova intercomunalità del Guillestrois-Queyras, evidenziando un senso di esautoramento dalle funzioni che li avevano caratterizzati a partire dagli anni '80. Questo volontario del settore associativo racconta così i primi contatti con la giovane intercomunalità: *"durante il primo incontro con i rappresentanti eletti nel 2016, nei locali della comunità di comuni di Guillestrois, [...], abbiamo fatto una presentazione del centro sociale, ci hanno trattati in modo sprezzante, roba da matti, perché avevamo un tale entusiasmo da condividere e avevamo una tale visione del futuro del centro sociale Guillestrois-Queyras che li abbiamo spaventati. Quindi all'inizio la cosa non è stata propriamente positiva"*. Si può osservare una certa forma di concorrenza tra l'intercomunalità e le associazioni, ma anche tra le associazioni dei due territori interessati dalla fusione. Questa ex dipendente del settore associativo, ora assunta dal sistema intercomunale, prende l'esempio dei progetti di sviluppo di strumenti informatici: *"Non ho aspettato il progetto delle associazioni per andare avanti con i nostri progetti, questo è sicuro. Quindi, se riusciamo a lavorare insieme, bene, perché sarebbe un peccato produrre dei doppioni. Ma sarà una loro scelta! "*. Gli altri intervistati hanno un atteggiamento più attendista: *"Inutile parlare di intercomunalità, è una novità, quindi non ci conosciamo ancora abbastanza bene"*. Altri, infine, sono più ottimisti e interpretano le tensioni tra associazioni e intercomunalità come una fase di reciproco adattamento, che oggi apre la strada alla costruzione di partenariati basati sulla complementarità. *"Oggi, l'intercomunalità è meglio compresa, è meglio vissuta"*, dice un'altra intervistata.

La rimessa a rischio dei (neo)montanari: dinamiche di vulnerabilità e fragilità.

Le società montanare, come abbiamo visto, sono notevolmente cambiate nel corso dell'ultimo secolo, sia nella loro composizione che nel loro stile di vita. Il declino demografico delle popolazioni agricole tradizionali e l'arrivo di nuovi abitanti tendono a favorire l'interruzione della catena di trasmissione

intergenerazionale della memoria locale dei rischi, con conseguente aumento dell'esposizione (Naaim-Bouvet & Richard, 2015; Claeys et al. 2017b). E infatti, nel territorio oggetto del nostro studio si possono individuare diverse situazioni di maggiore esposizione ai pericoli naturali.

In primo luogo, la pressione immobiliare ha portato ad edificare aree esposte a diversi rischi naturali, come le pianure alluvionali ed i corridoi valanghivi (Naaim-Bouvet & Richard, 2015). Inoltre, il rafforzamento del quadro giuridico in materia di prevenzione dei rischi ambientali avviene tardivamente, quando l'urbanizzazione dei territori montani si è già in larga misura manifestata (Naaim-Bouvet & Richard, 2015). Questo nuovo quadro giuridico si inserisce⁴⁷ in un processo di "*disimpegno autoritario dello Stato*" volto a trasferire responsabilità dallo Stato alle autorità locali da un lato e dal potere pubblico alle popolazioni locali dall'altro (Borraz e Gilbert, 2008). Una prima lettura delle mappe dei piani di prevenzione dei rischi relative alla zona del Guillestrois-Queyras evidenzia che varie aree urbanizzate negli ultimi decenni sono esposte a uno o più pericoli naturali⁴⁸.

L'aumento del traffico stradale, poi, espone gli automobilisti (neo)montanari ad un livello più elevato di incidenti stradali. Infatti, "*un automobilista che vive in un'area rurale ha probabilità 1,5 volte maggiori di essere vittima di un incidente mortale rispetto a una persona che vive in un'area urbana media (da 20.000 a 100.000 abitanti), e 2,7 volte maggiori di una persona che vive in una grande area urbana (oltre 100.000 abitanti)*"⁴⁹. Non abbiamo avuto accesso alle statistiche sugli incidenti a livello comunale. Gli intervistati concordano sulla difficoltà costituita dalla strada delle *Gorges de Guil*. Per esempio, questa intervistata parla di ostacoli: "*Ci si può spaventare perché sono gole, perché ci sono cadute di pietre, ghiaccio, e via di questo passo. Quindi devi superarle, si tratta di un ostacolo*". Tuttavia, la strada delle Gorges du Guy (*Figura 1*) è la principale via di comunicazione e anche l'unica, in inverno, che collega il Guillestrois e il Queyras riuniti un'unica intercomunalità. Se questo nuovo ente intercomunale rende possibile la condivisione di servizi e luoghi di accoglienza, ciò avviene a costo di

47 Legge n° 95-101 del 2 febbraio 1995 relativa al rafforzamento della protezione dell'ambiente, nota come Legge "Barnier", Legge n° 2003-699 del 30 luglio 2003 relativa alla prevenzione dei rischi tecnologici e naturali e alla riparazione dei danni, nota come Legge "Bachelot".

48 Un'analisi approfondita di queste informazioni geografiche è in corso di svolgimento nell'ambito del programma di ricerca VULIMONT, coordinato da Aurélie Arnaud e finanziato dalla federazione di ricerca ECCOREV.

49 Secondo l'Osservatorio nazionale interministeriale per la sicurezza stradale, <https://www.onisr.securite-routiere.interieur.gouv.fr>, consultato il 30 maggio 2019.

aumentare la vulnerabilità stradale dei professionisti e delle popolazioni. Allo stesso tempo, diversi intervistati hanno espresso un certo orgoglio di saper guidare senza paura e in ogni stagione su queste strade di montagna: un'intervistata, ad esempio, ha detto della strada delle gole del Guil: "*Noi ci siamo abituati, viviamo nel Queyras e quindi non mi ha mai dato fastidio perché sono io che voglio vivere qui*". Anche questa intervistata che ogni giorno deve fare i conti, sul tragitto casa-lavoro, con le conseguenze di una grande frana che ha interrotto la strada tra Abriès e Aiguille in località "Pas de l'Ours", si sforza di rimanere ottimista: "*Vivo dietro il Pas de l'Ours ! [...] Ora che l'inverno è alle porte, la strada provvisoria sarà un fattore di isolamento molto importante, credo. Perché non sarà facile! Eppure eccomi qui, ci vivo da più di 10 anni e..... non ho mai detto che la strada era difficile, vedremo!*"

Infine, lo sviluppo degli usi ricreativi della montagna da parte delle popolazioni (neo)montanare aumenta anche la loro vulnerabilità. Il tasso di infortuni negli sport della montagna è significativamente più alto tra gli abitanti di questi territori, in quanto ne sono i frequentatori più assidui, ma anche i più esperti e dunque i più soggetti a correre dei rischi (Soulé et al. 2014). Durante le interviste, alcuni dei nostri interlocutori hanno sottolineato l'entusiasmo per le attività sportive delle popolazioni dei territori studiati, evidenziandone i benefici ma anche evidenziando forme di vigoressia e la ricerca di sensazioni forti soggette ad alti livelli di incidenti.

Così, le pressioni immobiliari, le pressioni verso la mobilità indotte dalle ristrutturazioni territoriali, ma anche le aspirazioni edonistiche delle popolazioni tendono ad aumentare la vulnerabilità dei (neo-)montanari, esponendoli maggiormente a determinati rischi naturali e antropici. Queste dinamiche di vulnerabilità possono incrociare le dinamiche fragilità degli individui in modi diversi. Gli attori dell'animazione sociale e culturale che abbiamo incontrato hanno individuato a questo proposito tre problematiche che dicono di dover affrontare sempre più spesso.

La prima dinamica di fragilità menzionata è l'invecchiamento della popolazione, che interessa sia i montanari autoctoni che i nuovi montanari. L'intervistato spiega così la situazione che si trova ad affrontare come operatore dell'animazione sociale: "*una persona fragile è un anziano che non ha più alcuna mobilità personale, che non può più guidare, che non può più muoversi, che si troverà perciò gradualmente escluso dalla vita sociale, associativa e culturale. Quindi dobbiamo fare in modo di andare regolarmente a trovare queste persone o portarle nei diversi spazi di vita.*"

Tuttavia, una delle forme persistenti, se non in aumento, di neoruralità degli ultimi anni nelle Hautes-Alpes è l'insediamento di giovani pensionati, che saranno *de facto* interessati da questa dinamica di fragilità indotta dall'invecchiamento (DDT, 2008).

La seconda dinamica di fragilità citata dagli intervistati riguarda la scolarizzazione degli adolescenti, come spiega questa intervistata: "*Quando arriva l'età della scuola media, i ragazzi finiscono per dover fare un'ora di viaggio in autobus, un'ora di viaggio la sera oppure vengono messi in collegio. E così c'è un trasferimento [delle famiglie] verso il Guillestrois o più lontano*". Nel Queyras, le famiglie con adolescenti si trovano in una situazione di fragilità a causa della lontananza delle scuole secondarie. Per contro, la presenza di un asilo nido associativo riduce la fragilità delle famiglie con bambini piccoli.

La terza dinamica di fragilità evidenziata dagli intervistati riguarda un nuovo profilo di neomontanari che arrivano in una situazione di precarietà sociale ed economica. Come le generazioni precedenti, vengono in montagna a cercare migliori condizioni di vita. Tuttavia, la precarietà riduce la loro capacità di azione e, invece di migliorare le loro condizioni di vita, possono entrare in un circolo vizioso di aggravamento della loro condizione per l'effetto cumulativo delle loro dinamiche di fragilità e vulnerabilità (Roche, 2018). Questo fenomeno si osserva nelle popolazioni permanenti, ma anche in alcune popolazioni stagionali. Secondo questa intervistata, il Guillestrois è più colpito da questo problema rispetto al Queyras: "*A Guillestre c'è una precarietà ancora maggiore che nel Queyras. E abbiamo questo aspetto stagionale con le stazioni invernali di Vars e Risoul. Vengono a stare a Guillestre e non nella stazione. Perché nella stazione sciistica non ce la fanno, è troppo costoso*". Più avanti, l'intervistata parla dei problemi di alcolismo e di microcriminalità che vede aumentare a Guillestre e si chiede se non si tratti dell'importazione di problemi urbani in un comune che fino ad allora era impegnato di cultura rurale e montanara: "*Forse è perché si tratta di un piccolo centro raggiungibile in treno. Infine, non so cosa stia succedendo, ma onestamente sono sorpresa di fronte alle problematiche sociali che esistono a Guillestre*". Nel corso della riunione di presentazione dei primi risultati dell'indagine, la questione è stata lungamente sollevata. I professionisti dell'animazione sociale si sono detti perplessi e persino un po' impotenti di fronte a quella che vivono come l'introduzione di "scorie urbane" nella ruralità montanara a loro tanto cara.

I tre esempi mostrano che le dinamiche di fragilità mischiano caratteristiche interne degli individui e fattori congiunturali. Questi esempi evidenziano anche il ruolo considerevole delle associazioni nel moderare tali fattori congiunturali, ma anche i loro limiti.

Infine, ma non meno importante, la crisi dell'economia delle stazioni sciistiche tende ad aggravare l'accumularsi delle dinamiche di vulnerabilità e fragilità delle comunità montane (Hatt e Vlès, 2014; Bonnemains, 2015). La crisi dell'economia dello sci è diventata strutturale (Bourdeau, 2007). I territori che si trovano in situazione di "*monocultura turistica*" sono ancora più vulnerabili agli effetti di questa crisi, come nel caso del Guillestrois-Queyras (DDT, 2008). Lo stesso vale per le questioni legate all'innevamento, che non sono più un singolo problema di "stagione negativa", ma un problema di cambiamenti climatici a lungo termine che colpisce in particolare gli ecosistemi montani e ancor più le basse altitudini delle Alpi meridionali soggette alle influenze climatiche mediterranee (GREC PACA, 2018). La questione dell'economia post sciistica in quanto adattamento del turismo montano a tali vincoli socio-ambientali è sempre più pressante (Bourdeau, 2007; Hatt e Vlès, 2014, Bonnemains, 2015).

Nel Guillestrois-Queyras, il saldo migratorio più alto degli ultimi decenni è stato concomitante con il periodo di costruzione e di sviluppo delle stazioni sciistiche. Il dinamismo demografico del Guillestrois-Queyras si sta esaurendo, sembra addirittura invertire la tendenza, con una diminuzione del numero di abitanti che sono passati da 8.124 nel 2010 a 7.946 nel 2015. Questo processo interessa in modo disomogeneo i 16 comuni che fanno parte dell'intercomunalità. I principali comuni che registrano il calo demografico più significativo sono i più lontani dal capoluogo, Guillestre, e quelli in cui si trovano le stazioni sciistiche (*figura 2*).

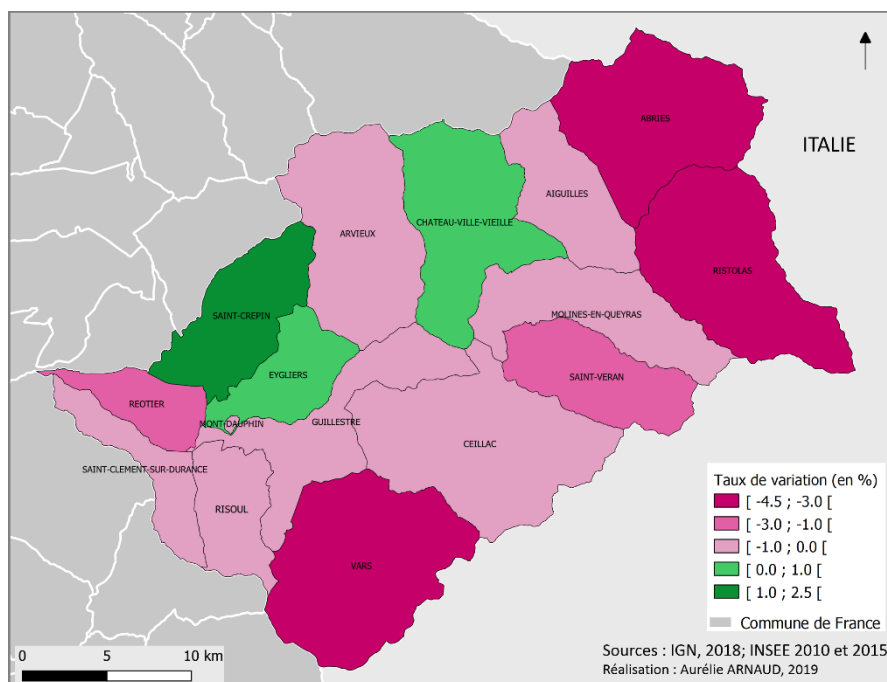


Figura 2: Confronto dei tassi di variazione annuale della popolazione tra il 2010 e il 2015 per i comuni dell'intercomunalità del Guillestrois-Queyras (Mappa realizzata da Aurélie Arnaud. Fonte: INSEE)

Le cause di questa inversione demografica sono innegabilmente molteplici: effetti perversi delle politiche di riduzione dell'isolamento e ristrutturazione dei servizi pubblici, crisi strutturale dell'economia degli sport invernali, mancanza di neve aggravata dai cambiamenti climatici..... Sarà necessario osservare questo processo nel tempo per vedere se segna o meno l'inizio di una nuova forma di spopolamento, che potrebbe quindi essere descritta come *spopolamento neo-montanaro*. Questa nuova forma di spopolamento potrebbe preannunciare la fine dell'*utopia neomontanara*?

Conclusioni

Le politiche di contrasto all'isolamento e di ristrutturazione territoriale delle alte valli alpine tenderebbero a produrre effetti perversi che porterebbero a forme di ritorno all'isolamento. Il processo non è uniforme e interessa alcuni territori e/o alcune tipologie di popolazione più di altre, con conseguenti possibili situazioni di disuguaglianze socio-territoriali e ambientali. Tali

processi di ritorno all'isolamento mettono alla prova la "*creazione compensativa*" storicamente caratteristica delle società montanare e rinvigorita a partire dagli anni Settanta dalle dinamiche associative dei neomontanari.

Questo processo di nuovo isolamento tenderebbe ad aggravare le dinamiche di vulnerabilità e di fragilità delle comunità montanare. Tuttavia, non bisogna sottovalutare la capacità d'azione e la costante storica delle comunità (neo)montanare che le porta a trasformare i loro handicap in opportunità. Se alcuni politici locali sono tentati dalla "*fuga in avanti*" del turismo super-attrezzato, altri sviluppano strategie per adattarsi ai mutamenti socio-politici ed ambientali che sembrano attaccarli da ogni parte (Hatt e Vlès, 2014; Bounnemains, 2015). Nel Guillestrois-Queyras, entrambe queste dinamiche sono osservabili. Così, mentre il Parco Naturale Regionale del Queyras sta trattando la frana del Pas de l'Ours in termini di prevenzione dei rischi e di educazione ambientale, viene presentato alla popolazione di Saint-Verand un progetto di costruzione di una funivia per l'osservatorio astronomico Chatearenard per sviluppare un turismo scientifico di alto livello. In occasione dell'incontro di informazione pubblica organizzato il 28 maggio 2019 su questo tema, i montanari da molte generazioni e i neomontanari sono venuti numerosi a fare fronte comune contro un tipo di sviluppo di cui mettono in discussione la pertinenza economica, gli impatti ecologici e la compatibilità con un'*utopia montanara* che potrebbero oggi condividere e continuare a tenere in vita.

Bibliografia

Alquier J. et Biwer C. (2008). Rapport d'information fait au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le niveau d'équipement de la France en infrastructures de transports et ses conséquences sur le désenclavement des régions françaises, Annexe au procès-verbal de la séance du 19 juin 2008. N°410, Sénat.

Barthes A. 2008 Nouveaux résidents, démographie et ruralité dans les Alpes de haute-Provence, in A.B., *Vivre en haute Provence Alpine*, Presses de l'Université de Provence, Aix-en-Provence.

Bauer, G., Roux, J.-M. (1976), La «rurbanisation» ou la ville éparpillée, Le Seuil, Paris.

Beauchamps M. (2009). L'accessibilité numérique. Transformer le risque de renforcement des inégalités en opportunité. Les Cahiers du numérique. N°1. Vol. 5. pp. 101-118.

Bertrand N. (2001). Technologies d'information et de communication : quel rôle dans les dynamiques territoriales de développement ? Revue d'Economie Régionale & Urbaine. 1 février. pp. 135-152.

Blanchard, P. (2014). Cinq études sur le Queyras. Val-des-Prés, Ed. Transhumances.

Bourdeau Ph. (2007), L'or blanc : de l'épopée à la complexité, in B.Ph., Les sports d'hiver en mutation. Crise ou révolution géoculturelle ? Lavoisier, Paris, pp. 17-36.

Bourdeau, P., Mao, P. & Corneloup, J. (2011). Les sports de nature comme médiateurs du « pas de deux » ville-montagne. Une habitabilité en devenir ?. Annales de géographie, 680(4), 449-460.

Broggio, C. (2002). La politique de la montagne en France: Représentations, discours et montagne. Hérodote, 107(4), pp. 147-158.

Candau J. & Gassiat A. (2019). Mise en incapacité professionnelle pour contrôler l'accès à la terre agricole. In B.D. L.N. Penser le gouvernement des ressources naturelles, Presses de l'Université de Laval.

Chalvet M. (2011). Une histoire de la Forêt. Seuil, Paris.

Chambro M. (2015). L'engagement proteiforme des militants et des journalistes dans les mobilisations informationnelles antinucléaires. Sciences de la Société, Presses universitaires du Midi, pp.65-82.

Charvolin, F. (2012). L'affaire de la Vanoise et son analyste: Le document, le bouquetin et le parc national. Vingtième Siècle. Revue d'histoire, 113(1), pp. 82-93.

Claeys C., Arnaud A., Lambert M.L. (2017a), The impact of legal vulnerability on environmental inequalities. A case study of coastal populations in Guadeloupe (French Antilles), Académie des sciences, C. R. Geoscience 349 (2017), pp. 351–358.

Claeys C., Giuliano J., Tepongning Megnifo H., Fissier L., Rouadjia A., Lizée C., Geneys C., Marçot N., (2017b), Une analyse interdisciplinaire des

vulnérabilités socioenvironnementales : le cas de falaises côtières urbanisées en Méditerranée, NSS, 25:3, pp. 241-254.

Cognard F. (2012), "L'application du concept de «migration d'agrément» aux moyennes montagnes françaises", in M.N., B.P., D.J.F., *Les migrations d'agrément : du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris.

Collectif, (1986). *L'esprit des lieux. Localité et changement social en France*, CNRS, Paris.

Corrado F. & Durbiano E., (2018) «La Città Metropolitana in Italia: nuovi spazi di dialogo e relazione tra città e montagna », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [On line], 106-2.

Corteel D. & Zimmermann B., (2007) «Capacités et développement professionnel », *Formation emploi* [On line], 98.

Crédoc. (2010). *Un désir de renouveau des vacances d'hiver. Enquête «Conditions de vie et Aspirations des Français»*. Crédoc, Paris.

De Bellefon R. (2003). *Histoire des guides de montagne. Alpes. Pyrénées*. ED. Milan.

de Reparaz A. (1989). Les stations de ski «communales» et leur insertion dans le monde rural des Alpes du Sud. Le cas de St-Michel-de-Chaillo, Chabanon, Montclar-Col-St-Jean. In: *Méditerranée, troisième série, tome 69*, 4. *Tourisme rural en montagne: les Hautes-Alpes et les Tatry*. pp. 9-16.

Deldrève V., (2015), *Pour une sociologie des inégalités environnementales*, Peter Lang, Bruxelles.

Delorme F. (2014), «Du village-station à la station-village. Un siècle d'urbanisme en montagne », *In Situ* [On line], 24.

Dupuy G. (2011). *Fracture et dépendance : l'enfer des réseaux ? Métropolis*, 1:83, pp. 6-23.

Durbiano C. & Barthes A. (2006), «Introduction», *Nouvelles dynamiques du développement rural dans les Alpes du Sud, Méditerranée*, 3/4 :107 [On line].

Ercole R. de, (1994). Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbains : concepts, typologie, mode d'analyse, *Revue de géographie alpine*, 82, 4, pp. 87-96.

Ferreira A., Batey P. (2007), "Re-thinking accessibility planning. A multi-layer conceptual framework and its policy implications", *Town Planning Review*, 78 :4, pp. 429-458.

Fourny M.C. (2018), *Métropoles alpines. Vers une nouvelle alliance entre villes et montagnes ?*, "Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine" [On line], 106:2.

George-Marcelpoil E. et François H. (2012), *De la construction à la gestion des stations*, "Revue de Géographie Alpine | Journal of Alpine Research" [On line], 100:3.

Gilbert C. (2003), *La fabrique des risques*, "Cahiers internationaux de sociologie", 1:114, p. 55-72.

Granet-Abisset A.M. (1997). «Quand la réalité dépasse la fiction : les colporteurs en écriture du Briançonnais », in BB et AMGA, Images et imaginaires en histoire. Actes de la journée d'études organisée le 22 mai 1996 au Centre Pierre Léon. Bulletin du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale, n° 1-2, pp. 47-54.

Granet-Abisset A.M. (2018). Et si la vitesse était la plus grande transformation pour les sociétés (de montagne) contemporaines ? in FG; JDM. Lt., une passion loin des sentiers battus, ALPHIL, Presses universitaires suisses, pp.175-184.

Granet-Abisset A.M. (2010), «Figurer l'archaïsme : le crétin des Alpes ou l'altérité stigmatisante », dans Image de soi, Image de l'autre. Du portait individuel aux représentations collectives, Granet-Abisset, A.M. et Rigaux D., Publications de la MSHAlpes.

Granet-Abisset A.M. (2009), *Risques : la fabrique d'une histoire*, "La revue pour l'histoire", CNRS [On line], 24.

Granet-Abisset A.M. (2012), *Tisser du territoire : Les migrations frontalières entre Piémont et Briançonnais au cours des deux derniers siècles*, "Migrations Société", 140:2, pp. 71-92.

Granet-Abisset A.M. (2006). Des Escartons aux Interreg. Quand le passé est utilisé pour légitimer des recompositions transnationales : l'exemple des Alpes Occidentales In : Concurrence des passés : Usages politiques du passé dans la France contemporaine Presses universitaires de Provence, Aix-en-Provence

Granié A.M., Guétat H. (2006), «L'habiter en montagne aujourd'hui. Les constructions mutuelles des identités individuelles, collectives et des territoires », in L Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe, Peter Lang.

Grémion P., (1976), *Le pouvoir périphérique : bureaucrates et notables dans le système politique français*, Seuil, Paris.

Guillaume A. (2001). *Guillestre, mon pays. Histoire d'un bourg haut-alpin*, Le livre d'histoire-Lorisse, Paris.

Hatt E., Vlès V. (2014). *Mutations socio-environnementales et perspectives d'adaptation des stations de montagne pyrénéenne*, "Sud-Ouest Européen", 37, pp.15-28.

Hewitt K., Mehta M. (2012), *Repenser le risque et les catastrophes dans les régions de montagne*, "Revue de Géographie Alpine | Journal of Alpine Research" [On line], 100-2.

Ion J. (2012), *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, Paris.

Lagadec P. (1981), *La civilisation du risque. Catastrophes technologiques et responsabilité sociale*, Le seuil, Paris.

Larique B. (2006). *Les sports d'hiver en France: un développement conflictuel? Histoire d'une innovation touristique ? (1890 – 1940)*, "Flux", 63-64, pp. 7-19.

Larrère, R., Lizet, B., Berlan-Darqué, M. (2009), *Histoire des parcs nationaux: Comment prendre soin de la nature ?* Quæ, Versailles.

Lechartier C. (2005), *Enclavement et nomadisme des tribus de l'Est mauritanien*, "Espace populations sociétés" [On line], 1.

Leger D., Hervieu B. (1985), "La nature des néo-ruraux", in C.A., *La protection de la nature. Histoire et idéologie*, L'Harmattan, Paris.

Lévy J. (2003), "Enclavement", in J. L, M. L, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp. 309-310.

Lorenzetti L. (2000), *Économie et migrations au XIXe siècle : les stratégies de la reproduction familiale au Tessin*, Bern : Peter Lang Verlag, 1999, 612 p. ; ALBERA, Dionigi ; CORTI, Paola (a cura di), *La montagna mediterranea : una fabbrica d'uomini ? Mobilità e migrazioni in una prospettiva comparata (secoli XV-XX)*, Gribaudi, Cavallermaggiore

Magnan A., Duvat V., Garnier E., (2012). *Reconstituer les «trajectoires de vulnérabilité » pour penser différemment l'adaptation au changement climatique*, "Natures Sciences Sociétés", 20, 1, pp. 82-91.

Marié M. et Viard J., (1988), *La campagne inventée*, Actes Sud, Arles.

Marty A. P. (2016), *Construire la route du Lautaret : un décalage permanent entre des politiques nationales d'aménagement du réseau routier et des enjeux territoriaux locaux*, "Histoire des alpes", 21.

Mathieu, N. (2016). Modes d'habiter : «Modes d'habiter », «cultures de la nature » : des concepts indissociables, In : *Guide des Humanités environnementales*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.

Mendras H., (1979), *Voyage au pays de l'utopie rustique*, Actes sud, Arles.

Meyzenq C. (1984), *La population des Alpes du Sud, un nouvel équilibre ?*, "Revue de géographie alpine", 72:1, pp. 41-53.

Moss L. A. G. (1986). *The amenity migrants : seeking and sustaining mountains and their cultures*, consultant & educator, Santa Fe, USA, Cabi.

Mouret E.S. (2019), *Quand les routes fermées de montagne racontent les territoires. L'exemple du Vercors : entre invisibilités, réappropriations et mises en valeur (XIXe -XXIe siècles)*, "Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine" [On line], 107-1.

Naaïm-Bouvet F. et Richard D. (2015). *Les risques naturels en montagne*, Quae, Versailles.

Peretti-Watel P. (2010), *La société du risque*, La découverte, Paris.

Perlik M. (2018), *Moins de rhétorique régionale, plus de diversité. L'urbanisation des Alpes dans l'intérêt de sociétés cohésives*, "Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine" [On line], 106-2.

Personne, M. & Vercauteren, R. (2009), "Sens de la fragilité dans l'accompagnement de la personne âgée", in *MP RV, Accompagner les personnes âgées fragiles : Formes et sens de l'accompagnement*, Eres, Toulouse.

Petite M. (2014), *Désirs de montagne ?*, "Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine" [On line], 102-3.

Regoug E. (2006). L'engagement associatif au service de nouvelles ruralités : des mobilisations territoriales dans les Alpes de Haut-Provence, in Barthes A. (dir.) *vivre en Haute Provence Alpine*, IUT de l'université de Provence, Digne-les-Bains, pp. 184-202.

Roche A. (2018). *Ce que le rural fait au travail social*, "ERES", 2:22, pp. 33-46.

Rosenberg H.G. (2014). *Un monde négocié. Trois siècles de transformations dans une communauté alpine du Queyras*. Musée dauphinois/Le monde alpin et rhodanien.

Rudaz G. (2009). *Recompositions territoriales et gouvernance des régions de montagne*, "Journal of Alpine Research", [On line] 97-2.

Sen, A. (1979). «Equality of What? » Tanner Lectures on Human Values, Stanford. University. <http://www.tannerlectures.utah.edu>

Soulé B. , Lefèvre B., Boutroy E., Reynier V., Roux F., Corneloup J., (2014) *Accidentologie des sports de montagne, état des lieux et diagnostic*, Petzl fondation.

Subra Ph. (2012), «Les conflits autour de la restructuration des services publics en zone rurale », *Sciences de la société*, 86, pp. 126-133.

Taulelle F. (2012), *Ce que nous avons vu en matière de services publics dans les quatre pays de l'étude: le délaissement du territoire*, "Sciences de la société" [On line], 86.

Theys J., Fabiani J.L., (1987), *La société vulnérable*, Presses de l'Ecole Normale, Paris.

Turquin O., (2016), Hybrider ville et nature le rural est mort ! vive le naturbain, in L.G., *L'hybridation des mondes. Territoires et organisations à l'épreuve de l'hybridation*, Elya, Grenoble.

Viazzo P.P., Zanini R.C. (2014) , "*Approfitare del vuoto*"?, "Journal of Alpine Research", [On line]102-3.

Viazzo P.P., Cerri R. (2009), *Da montagna a montagna : mobilità e migrazioni interne nelle Alpi italiane, secoli XVII-XIX*, Zeisciu Centro Studi, Milano.

Yesguer H. (2009). *Enclavement des espaces ruraux: approche géographique de l'ouverture/fermeture des villages kabyles*. Thèse de Géographie. Université du Havre.

Senso e prospettive del lavoro di comunità

Sguardi interdisciplinari
attraverso le voci del territorio

a cura di Federico Zamengo



**Percorsi
di ricerca**

rancoAngeli